

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20°
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE N° 61
JEUDI 21 MAI 1970

Le cégétiste BORDENAVE et l'état bourgeois

« Je suis contre toute violence !

J'ai du respect pour la police et pour l'armée françaises.

J'estime que ces gens font leur travail et qu'il faut les respecter.

Je n'ai absolument rien contre eux, il y a erreur à mon égard. »

déclaration de BORDENAVE,
membre du service d'ordre de la C.G.T.
le 11 mai 1970.

(« Le Monde » du 13 mai, p. 10).

Fière déclaration !

Ainsi la C.G.T. est « contre toute violence » !

C'est-à-dire qu'elle condamne sans embages la juste violence révolutionnaire, qu'elle met dans le même sac la violence révolutionnaire et la violence réactionnaire... C'est la logique des adeptes de la « voie pacifique » !

M. Bordenave, membre du service d'ordre de la C.G.T., continue :

« J'ai du respect pour la police et pour l'armée françaises ».

Bravo !

... Et Bordenave continue : « J'estime que ces gens font leur travail et qu'il faut les respecter ».

Oui, M. Bordenave, ils font leur travail :

Assassinats à Charonne, à Flins, à Sochaux, assassinats de grévistes et de manifestants, incarcérations de militants révolutionnaires, protection du meeting fasciste de la Mutualité...

M. Bordenave et ses supérieurs, les Marchais, Ségué et Cie respectent profondément les sbires de Marcellin ! Ils applaudissent lorsque la police « fait son devoir » !

En conclusion, Bordenave ajoute :

« Je n'ai absolument rien fait contre eux ! »

C'est vrai, le P. « C. » F. ne fait absolument rien contre les flics, rien contre l'Etat bourgeois et sa machine.

Pensez-y, on ne va pas s'en prendre aux C.R.S., géniale création du « camarade » socialiste Jules Moch !

On ne va pas non plus attaquer l'Etat bourgeois pour le détruire : ce serait inutile, vu que la « démocratie avancée » permettrait de l'utiliser !

Non seulement le P. « C. » F. - C.G.T. ne « fait absolument rien » contre les flics, mais encore il les aide : il participe aux ratonnades et aux « cassages » de militants révolutionnaires, il les dénonce, il agit en collusion étroite avec l'Etat bourgeois.

Certains de ses militants, engagés sur la même voie que jadis Doriot et Gitton, déjà prêts à rallier le fascisme, ne justifient-ils pas l'épithète de « social-fascistes » ?

NOUVELLE ESCALADE DANS LA FASCISATION

COLLUSION

DU POUVOIR ET DES NÉO-NAZIS

(Voir éditorial page 3)



De 1940 à 1944 ou aujourd'hui : Un même visage du fascisme

La justice bourgeoise désarçonnée

LE PROCÈS de l'HUMANITÉ ROUGE

Le 8 mai 1970, 25^e anniversaire de l'écrasement du fascisme en Europe, anniversaire que notre camarade Grandmougin sut rappeler aux juges de la bourgeoisie, comme étant pour lui, déjà à cette époque une date où un patron exploiteur l'avait envoyé dans un camp de travail nazi, 8 mai 1970 date du procès en diffamation et injure publique contre notre journal marxiste-léniniste H.-R.

Après trois ou quatre affaires expédiées en une demi-heure où les accusés pour vol ou autre « délit mineur » écopèrent jusqu'à un an de prison ferme pour des brouilles (alors que les escrocs pour vol de plusieurs millions sont en liberté et vivent grassement sur le dos du peuple), vint à l'audience le procès de H.-R.

Après l'interrogatoire d'identité, les quatre « prévenus », trois camarades de Nancy et l'« Humanité-Rouge » se trouvent ensemble à la barre et commencent à attaquer politiquement le problème de l'exploitation capitaliste ; les quatre « prévenus » très unis dans leurs attaques contre les exploiters buveurs de sang, n'entendent pas que la justice bourgeoise les mène sur le terrain d'un procès de droit commun, mais placent toujours la politique au poste de commande, à la grande fureur du président du tribunal qui injurie, tempête, menace d'expulsion, croyant abattre l'ardeur combative des quatre militants marxistes-léninistes. De longue date on n'avait entendu une telle attaque contre le pouvoir capitaliste et ses valets à Nancy. A une réplique plus vive que les autres du camarade Grandmougin, la salle applaudit, le juge ordonne l'évacuation immédiate des « perturbateurs » qui sortent manu-militari en scandant Lénine-Staline-Mao Tsé tOUNG.

Le procès reprend, tantôt l'un tantôt l'autre des quatre camarades répond du tac au tac au président qui veut empêcher de s'exprimer les

quatre camarades dont l'unité est remarquable — malgré les tentatives de dissocier l'un de l'autre les « inculpés » — L'avocat de la bourgeoisie, méprisant les inculpés fait un plaidoyer de Grosjean buveur de sang, homme « droit, intègre » unanimement connu... Toute la pommade bourgeoise y passe — sans doute pour donner plus de prix à l'offense faite au sieur Grosjean qui réclame un million de dommages et intérêts à chaque prévenu plus un million pour H.-R. qui a osé diffamer et injurier un tel « grand homme » — Maître Leclerc démonte ensuite point par point la mécanique rusée de l'accusation. Les preuves formelles du vol de Grosjean sont là, donc il n'y a pas injure publique ni calomnie, mais simplement l'éclatante vérité. Le tribunal est désarçonné, le procès mené sur un terrain politique, bafoue la bourgeoisie, elle en a assez et le fait sentir, elle ne put rendre son jugement, trois ou quatre autres affaires qui attendaient sont remises à plus tard. Il faudra trois semaines à la justice bourgeoise pour s'en remettre et pour condamner Grosjean. Ci-joint un compte-rendu du procès fait par un correspondant de Nancy, et la déclaration politique du gérant de l'H.-R. que le président lui refusa de lire mais dont Maître Leclerc dans sa plaidoirie se servit pour présenter sa défense des quatre camarades et pour placer lui aussi ce procès sur son terrain politique.

A la sortie de l'audience, une vingtaine de camarades venus assister les militants marxistes-léninistes se réunirent pour tirer le bilan de ce procès : bilan positif puisque placé et maintenu sur le terrain politique, positif puisque l'accusation était battue à plat de couture sans preuve, positif par l'encouragement apporté aux jeunes marxistes-léninistes présents leur démontrant que les communistes marxistes-léninistes osent lutter pour oser vaincre.

DÉCLARATION DU DIRECTEUR DE PUBLICATION DE L'H. R.
que le Tribunal a refusé d'entendre

Messieurs,
Ce procès est un procès politique, c'est le biais choisi par la bourgeoisie pour tenter de faire disparaître notre hebdomadaire communiste marxiste-léniniste : « L'Humanité Rouge », en « frappant à la caisse » notre jeune hebdomadaire par une inculpation de diffamation et injures publiques.

En effet, de quoi sommes-nous accusés ? D'avoir, dans notre presse de combat, osé écrire que les patrons sont tous des buveurs de sang et des voleurs : cela va vous être démontré, mais nous vous disons tout net que nous entendons continuer à écrire et à démontrer à la classe ouvrière qu'effectivement tous les patrons sont des exploiters et des buveurs de sang. Si ces paroles blessent les « chastes oreilles » des bourgeois, la classe ouvrière, elle, sait ce que cela veut dire, car elle paye un lourd tribut tous les ans par sa sueur et par son sang pour le savoir.

Je voudrais rappeler ici, devant le tribunal, quelques tristes exemples les plus significatifs de cette exploitation forcée du capital :

— fin décembre 1969 : 5 travailleurs immigrés meurent dans leur taudis à Aubervilliers, tués par le capital ;

— début février 1970 : 16 morts dans les houillères du Nord pour le profit accéléré du patronat ;

— en mars 1970 : 5 travailleurs intoxiqués à Feyzin en nettoyant des cuves en réparation ;

— chez Sellier-Leblanc, à Bourg-la-Reine (près de Paris) : l'usine est réputée pour les accidents de travail continus. Un travailleur algérien y est mort après 3 autres accidents graves en 15 mois ;

— ce sont encore 2 travailleurs immigrés tués à Reims dans l'effondrement d'une tranchée mal étayée.

Tous ces accidents, qui ne sont qu'une faible partie du tribut payé par la classe ouvrière, s'appellent l'exploitation capitaliste : exploitation voulue, organisée et au profit des buveurs de sang que sont les patrons. Voilà, messieurs, ce que veut dire ce terme pour la classe ouvrière.

De grand marxistes l'ont employé avant nous : Marx, Engels, Lénine, Staline, et actuellement, le grand Lénine de notre époque : Mao Tsé tOUNG.

Cette exploitation de la classe ouvrière se terminera bientôt. La lutte de classe sera victorieuse pour le prolétariat, car c'est la force la plus nombreuse, la plus disciplinée, la mieux organisée. La révolution prolétarienne triomphera, et il n'y aura plus alors de patrons buveurs de sang.

VIVE LE SOCIALISME !

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

L'abondance de la matière nous oblige à reporter à la semaine prochaine le récit du procès fait par le C.D.H.R. Nancy.

En avant vers les 15 millions

	total précédent	131 032,90 F
P.A.	Brétigny s/Orge	20 F
X	Paris	10 F
C.D.H.R.	Noisy-le-Sec	345 F
«	Clignancourt	50 F
Une militante	Antony	50 F
Des anciens résistants	Paris-11 ^e	20 F
C.D.H.R.	Brives	50 F
F. et G.D.	Epinal	50 F
C.G.	Annecy	1 410 F
Anonyme	Paris-18 ^e	17,60 F
Un agriculteur	Perpignan	20 F
	Toulouse	5 F
C.D.H.R.	Toulouse	40 F
C.J.P.	Villeurbanne	10 F
C.D.H.R.	Gap	150 F
«	Marans	100 F
P.C. à l'occasion du lancement du premier satellite chinois	Clermont-Ferrand	50 F
C.D.H.R.	Lyon	60 F
«	Paris-11 ^e	65 F
«	Censier Paris	100 F
«	Trappes	50 F
« grand arenas	Marseille	50 F
B.M.	Le Cléon s/Mer	5 F
Lycée Voltaire	Paris	10 F
Anonyme	Paris	4,35 F
C.D.H.R. (mai)	Versailles Sud	80 F
Une vieille militante communiste (mai)	Versailles	24 F
P.A.	Carros	40 F
C.D.H.R. St-Maur (mai)	Saint-Maur	600 F
total général		135 518,85 F

Avis à nos lecteurs et C.D.H.R.

De nombreux lecteurs de province nous ayant informés n'être pas intéressés par des problèmes qui ne les concernent pas, la suite de notre rubrique « le dossier est ouvert » ne sera pas publiée et transmise directement aux C.D.H.R.

Un message H.R. au Président Mao publié par l'Agence Hsinhua

Les Cahiers de la Chine Nouvelle ont reproduit un message adressé au président Mao Tsé tOUNG, au vice-président Lin Piao, et au Comité Central du Parti Communiste Chinois, exprimant les félicitations les plus enthousiastes pour la mise sur orbite du satellite artificiel chinois. Le manque de place nous a malheureusement pas permis de le reproduire.

GARAUDY
CONTRE
MARCHAIS

La grande presse bourgeoise et les organes révisionnistes, ainsi que la radio-télévision aux mains du pouvoir, ont fait grand bruit à propos des « contradictions » opposant Garaudy et Marchais sur la question de la Tchécoslovaquie.

Nous avons déjà exposé dans nos colonnes ce qu'il faut penser de « l'affaire Garaudy » en stigmatisant son dernier livre « Toute la vérité ».

Mais il est nécessaire d'expliquer aux travailleurs que ce philosophe ultra-révisionniste ne sert pas seulement la bourgeoisie. Il sert aussi les agents de cette dernière infiltrés dans la classe ouvrière. En effet, Marchais et ses acolytes profitent de l'occasion offerte par Garaudy pour essayer de se donner des visages de « communistes » luttant contre l'opportunisme de droite, rejetant le révisionnisme ! Quelle imposture ! Et aussi quelle bassesse des uns et de l'autre dans l'utilisation des arguments généreusement repris par toute l'information bourgeoise !

En fait, la campagne de la bourgeoisie vise, d'une part, à discréditer dans l'opinion publique l'idée

Une affiche H. R. contre l'agression U. S. en Indochine

Camarades, commandez la nouvelle affiche de l'« Humanité-Rouge » : « Yankees-Nazis, hors d'Indochine ». Faisons connaître largement nos mots d'ordre soutenant résolument la lutte des peuples d'Indochine !

de la révolution socialiste, d'autre part à redorer le blason des dirigeants révisionnistes du P.C.F. auprès des travailleurs qui, de plus en plus nombreux, leur manifestent avec raison, défiance et mépris. Cette affaire à une odeur plus que nauséabonde.

Les seuls communistes authentiques, fidèles aux enseignements et principes révolutionnaires de Marx, Engels, Lénine et Staline, ne sont ni Garaudy ni Marchais, mais tout simplement les militants modestes et honnêtes, comme l'ouvrier Jean Thiriot ou l'étudiant Bernard Rey qui ont proclamé de toutes leurs forces devant leurs juges : « Vive la pensée-maotsetoung, léninisme de notre époque ! ».

Amis lecteurs et camarades, expliquez cela partout autour de vous, éditez des tracts pour diffuser de telles vérités parmi les travailleurs des usines et des chantiers, en direction de tous ceux que peuvent encore tromper les ruses des dirigeants du P.C.F.

La devise de Gramsci était juste : « Seule la vérité est révolutionnaire ! ».

Faites donc connaître la vérité !

ÉDITORIAL

CONTRE LE FASCISME MONTANT : OFFENSIVE RÉVOLUTIONNAIRE !

« Nous serons, s'il le faut, le pays de la fermeté », a déclaré Pompidou. La fermeté, on sait ce que ça veut dire : l'augmentation des forces de police, de leur armement, de leur droit d'intervention, la généralisation des procédures qu'on disait autrefois d'exception et qui seront de plus en plus la règle, le baillonnement, l'emprisonnement de tout ce qui peut faire peur à la bourgeoisie, le règne de la matraque, de la grenade lacrymogène et du mousqueton en attendant mieux. Si Pompidou parle de fermeté c'est qu'il en a bougrement besoin pour consolider les bases ébranlées du pouvoir qu'il représente. Pompidou est dans la même situation que ses homologues des autres pays impérialistes. A Paris, comme à Washington, à Tokyo ou à Moscou, devant les difficultés qui dissipent les illusions, devant la montée des luttes, la bourgeoisie n'a plus comme recours que la menace, la terreur.

FASCISATION AUX U.S.A...

Nixon aussi veut faire de son pays celui de la fermeté. La bourse de New York s'effondre : c'est un symptôme de panique dans la bourgeoisie. La peur la rend encore plus agressive en même temps qu'elle lui fait adopter une logique de gribouille. Incapable de venir à bout d'un seul petit pays, on attaque son voisin. Quand la jeunesse crie son opposition, on tire sur elle, on attise la haine raciale, on massacre des Noirs. Il n'y a aucune raison pour que, acculé, à plus ou moins brève échéance, à la défaite par le peuple vietnamien, l'impérialisme américain triomphe maintenant à la fois du peuple vietnamien et du peuple khmer. Il n'y a aucune raison pour que les étudiants américains, déjà indignés de l'ignominie de leur gouvernement, lui rendent leur estime après les tueries de Kent, d'Augusta et de Jackson. Mais les dirigeants américains n'ont pas le choix, ils ne peuvent plus vaincre ni convaincre, ils brûlent leurs dernières cartouches, celles de la garde nationale.

... FASCISATION EN FRANCE.

La bourgeoisie française connaît sa faiblesse depuis mai 1968. Elle sait combien elle serait vulnérable devant une action révolutionnaire décidée de la classe ouvrière, elle sait qu'elle n'a plus les moyens de financer son alliance traditionnelle avec les couches moyennes, sous peine de renoncer à sa propre raison d'être : le bénéfice. Elle connaît sa faiblesse et veut la cacher par une démonstration de force ; elle veut conjurer la révolution par l'intimidation ou la briser dans l'œuf par une prompte répression. Peu importe que ce soit possible ou non, c'est la seule carte qui reste à jouer.

Dans notre capitale, la justice bourgeoise condamne donc à treize mois de prison ferme une jeune fille de 20 ans, que son courage et sa générosité — sinon sa clairvoyance politique et tactique — avaient amené à participer à l'action contre le scandaleux magasin Fauchon, fournisseur des denrées de luxe les plus chères à Kossyguine (40 bouteilles de cognac 1965) ou au roi du Maroc Hassan II et à d'autres princes qui oppriment les peuples.

La bourgeoisie ressuscite à titre de menace le fascisme classique, caricatural, celui qui n'hésite pas à se présenter comme tel, à se réclamer de Mussolini, d'Hitler et de Pétain. Ce fut le meeting du 13 mai à la Mutualité : une salle pleine de blousons dorés qui faisaient le salut nazi quand on évoquait le maître du III^e Reich et applaudissaient quand on prononçait l'éloge des colonels grecs ; un service d'ordre imposant dont les responsables s'entretenaient cordialement avec ceux de la police. Le gouvernement n'a pas seulement autorisé, il a encouragé, protégé. Il a mobilisé des milliers de C.R.S. pour que cette vermine puisse s'exprimer impunément. L'opération avait un double but : on exhibait des fascistes bien recon-

naissables comme menace pour le futur et comme alibi pour le présent. Si demain la bourgeoisie voit ses privilèges en péril, elle recourra à des troupes de choc, à un gouvernement terroriste, son gouvernement d'aujourd'hui fait en comparaison figure de libéral.

LE POUVOIR DEMASQUE.

Et pourtant, sous ce masque, ce même gouvernement d'aujourd'hui crée déjà un climat de terreur, monte des provocations, fabrique lui-même des attentats pour justifier devant l'opinion de nouveaux pouvoirs avec lesquels il espère enrayer les seules actions qu'il craigne, les actions de masse et combattre ses seuls ennemis résolus, l'avant-garde de la classe ouvrière. Les bombes et les incendies ponctuent la campagne pour l'adoption définitive de la loi scélérate. On avait déjà pu trouver étrange que, lors du plastillage de « la Nation », la police fût sur les lieux avant même l'explosion. On sait maintenant QUI pose les explosifs. On a arrêté, heureux effet des contradictions à l'intérieur de l'appareil d'Etat, les dynamiteurs du palais de justice de Besançon. L'un était un ancien membre de l'O.A.S. : on utilise les compétences. Le second appartenait à l'U.D.R., y militait depuis longtemps, jouissait de la confiance de son parti qui l'avait mandaté pour surveiller la régularité des opérations lors de récentes élections. Les C.D.R. ont pu, au grand jour, protester contre la tenue du meeting d'Ordre Nouveau. Ils ne feront pas illusion ; dans le même temps leurs membres collaborent avec les anciens de l'O.A.S. aux actes de terrorisme que

l'on veut faire endosser aux « gauchistes ». Pompidou promet la fermeté à l'égard des poseurs de bombes, peut-il ignorer qu'il s'agit de ses compagnons de parti ? Marcellin signera-t-il, en application de la loi sur les ligues armées, un décret de dissolution à l'encontre de l'U.D.R. ? Pour une fois, les preuves seraient en surabondance. Nous évoquons la semaine dernière l'incendie du Reichstag, les faits nous donnent raison. C'est le pouvoir lui-même qui fomenta une vague de terrorisme illégal pour se donner ensuite les moyens d'exercer un terrorisme légal. Nos thèses sur la fascisation y trouvent aussi une éclatante confirmation.

EN AVANT VERS LA REVOLUTION SOCIALISTE.

Répétons-le encore : le recours au fascisme trahit l'impuissance de la bourgeoisie ; le recours au fascisme est une arme à double tranchant, la dictature bourgeoise s'y montre sous son pire visage et fait l'unité contre elle ; le recours au fascisme exige de la classe ouvrière et de ses alliés une attitude offensive qui conjurera le fascisme par la révolution. Si une avant-garde résolue sait unifier derrière elle la majeure partie de la classe ouvrière en l'arrachant au révisionnisme et lui ménager, dans le combat contre la dictature terroriste du capital, l'alliance d'une partie des couches moyennes, alors le fascisme ne passera pas et la bourgeoisie n'aura fait que hâter sa perte et l'affrontement final qui débouchera sur le socialisme.

Démasquons la manœuvre hypocrite d'Ivry !

Avec la complaisance du pouvoir de la bourgeoisie monopoliste, 18 Partis révisionnistes d'Europe occidentale se sont réunis à Ivry.

Supposez que les Partis marxistes-léninistes de France, d'Italie, d'Espagne, de Belgique, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Suisse, d'Autriche, de Suède, du Danemark, etc... décident de se rencontrer dans la région parisienne : le gouvernement français ferait aussitôt arrêter et expulser les délégués étrangers, poursuivrait devant sa fameuse « Cour de Sécurité » les représentants français, ordonnerait l'occupation de la salle de réunion prévue, par ses « forces de la matraque et du mousqueton ».

Mais les 18 Partis contre-révolutionnaires ont mis au point une tactique commune dans le but de freiner et de saper la violente lutte anti-impérialiste (vous savez : l'obsession de Marcellin) qui monte dans toute l'Europe Occidentale à la suite des nouveaux crimes commis par les impérialistes américains et leurs fantoches, que ce soit dans le Sud-Est asiatique comme dans le Proche-Orient. Ils ont publié différents documents destinés à semer parmi les masses l'illusion qu'ils vont enfin « passer à l'action » contre l'impérialisme américain. Dans une étude détaillée, nous démontrerons, la semaine prochaine, leur hypocrisie, leur collusion camouflée, mais non moins effective, avec les agresseurs yankees.

Leur manœuvre s'inscrit dans le cadre des décisions imposées par Brejnev et sa clique de traitres, lors de la Conférence mondiale scissionniste de Moscou, en ce qui concerne l'organisation d'une prétendue « action commune des forces anti-impérialistes ».

Pendant que se déroulait sur la scène d'Ivry la farce de ce « front » postiche, dans les coulises, la réalité était différente. Il n'y était question que de coopération et négociation réviso-américaine « pour la paix mondiale ». Les maîtres social-impérialistes des 18 comédiens d'Ivry poussaient le cynisme au-delà des limites de l'entendement. Jugez-en : A Vienne, les délégués soviétiques continuaient frénétiquement leurs fameuses discussions avec les

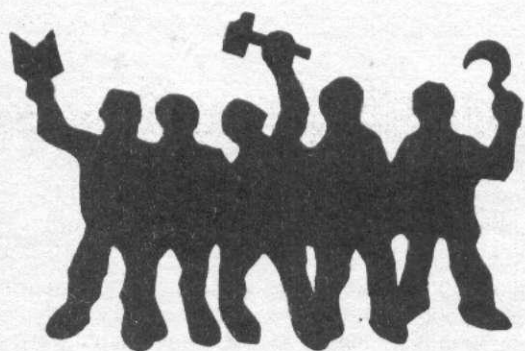
américains, s'efforçant avec eux de redéfinir une stratégie et une tactique anti-chinoises, anti-communistes ; la réussite extraordinaire du satellite chinois a en effet soudain révélé la vanité de tout ce qu'ils avaient avancé jusqu'ici.

Prétextant des accords antérieurs au coup de force de la C.I.A. et des fantoches d'extrême-droite à Phnom-Penh, le gouvernement de Moscou continuait à vendre et à livrer des armements aux bourreaux sanglants du peuple cambodgien et des populations civiles vietnamiennes, Lon Nol et Sirik Matak. Il maintenait son ambassade dans la capitale du Cambodge aux mains des fascistes. Il refusait de reconnaître le gouvernement légal de Samdech Norodom sihanouk installé provisoirement à Pékin.

Enfin, la « Pravda » publiait l'article le plus violent jamais paru dans ses colonnes contre le Parti communiste chinois, coupable en réalité d'avoir organisé le soutien le plus efficace aux peuples indo-chinois, en transformant l'immense territoire de la République Populaire de Chine en « grand arrière le plus sûr » des glorieux patriotes vietnamiens, laotiens et khmers.

Démasquons avec la plus extrême fermeté les manœuvres des agents de la bourgeoisie et de l'impérialisme que sont Brejnev, Kossyguine, Marchais, Berlinguer et leurs acolytes ! Avec patience et persévérance, aidons à prendre conscience les millions de travailleurs d'Europe encore odieusement trompés par leur idéologie, leur politique, leurs ruses !

Plus sacrée, plus urgente que jamais devient la tâche historique des marxistes-léninistes : « arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne ». Elle est, à l'heure actuelle, compte tenu de la situation internationale, la meilleure contribution possible au succès des guerres révolutionnaires des peuples d'Indochine, à la préparation de la révolution socialiste en France, de la révolution prolétarienne anti-impérialiste et anti-capitaliste mondiale.



FRONT OUVRIER

BERLIET VÉNISSIEUX :

Opérations-Soupape de la direction C.G.T.

En signant l'accord du 9 janvier, (cf. HR n° 45), la direction de Berliet pensait bien inaugurer une année de paix sociale. Son répit a été de courte durée. Dès le début de février, une grève déclenchée à l'atelier VL1 donnait le signal de la lutte. Durant les mois de février et mars, des débrayages pour les revendications vont avoir lieu dans de nombreux ateliers.

Le 26 mars, la C.G.T. lance son opération « soupape d'échappement » par un débrayage général de 1 h 30 pour la revendication des primes de vacances et de fin d'année (500 F chacune, non hiérarchisée). La combativité y était telle que la C.G.T. a dû relancer le mouvement pour garder l'initiative. Pendant tout le mois d'avril, des débrayages auront lieu journalièrement aux usines Berliet de Venissieux. On a pu remarquer la ferme détermination des travailleurs qui se préparaient à soutenir un affrontement avec les C.R.S., en même temps que l'ampleur du mouvement (même les mensuels E.T.D.A. ont débrayé dans leur presque totalité).

La C.G.T. a joué un rôle actif de démobilisation en essoufflant le mouvement par des débrayages répétés et en le dévoyant par des meetings bidons et des manifestations d'opérette où la chansonnette remplaçait les mots d'ordre de lutte.

La détermination des ouvriers allait de pair avec l'étonnement devant la faible combativité des syndicats. Les ouvriers étaient mécontents des formes de lutte proposées, et notamment celle de la « grève perlée » (les ateliers qui débrayaient les uns après les autres au cours de la même journée).

Le mécontentement des ouvriers a conduit les délégués C.G.T. à tenter de justifier leur propre conduite au cours des meetings : « Si les syndicats vous ont proposé ces formes de lutte, disait Rivat, c'est parce qu'ils ont jugé que c'étaient les meilleures » (!). La faiblesse des argumentations n'a évidemment trompé personne.

La dénonciation de l'accord par la direction, le 14 avril, a été perçue pour ce qu'elle était, à savoir une provocation patronale et une tentative d'intimidation. Le communiqué démobilisateur de la C.G.T. qui appelle en fait les travailleurs à ne pas riposter à cette provocation patronale a augmenté le mécontentement. « Le patron montre les dents et on fait comme s'il n'existait pas » disent les ouvriers.

Les révisionnistes du P.C.F. et de la C.G.T. ont tenté de transporter la lutte sur le plan parlementaire. La question orale posée à l'Assemblée Nationale par Houël, maire révisionniste de Venissieux, n'a évidemment rien donné. Les révisionnistes s'excusent presque : « Voyez, nous avons fait tout ce qui était possible en faisant appel aux élus locaux ». Les travailleurs jugeront.

La C.G.T. a largement contribué à mener la magnifique lutte des ouvriers de chez Berliet vers une impasse. Néanmoins, à défaut d'autres perspectives, les ouvriers continuent à suivre, à contre-cœur, la C.G.T. En fait, la force de la C.G.T. est le reflet de notre faiblesse. Elle éclaire la nécessité de la constitution sur l'usine Berliet, d'un noyau d'ouvriers marxistes-léninistes capables de s'affirmer dans la lutte, d'apporter les explications nécessaires et de donner des perspectives de lutte.

Correspondant H.R.

S. I. D. E. M. - Le Puy :

POUR L'UNITÉ DES TANNEURS A LA BASE

A la fin de l'année, la direction embauche 229 ouvriers, peu de temps après, elle essaie de licencier 37 camarades apparemment sans raison.

Quel est le but réel de cette manœuvre ?

Au cours de cette crise, les travailleurs à la base réagissent avec vigueur et font une éclatante démonstration de combativité. La crainte du chômage n'a pas divisé les travailleurs comme le voulait Sidem.

Ainsi l'application du Planus pour janvier est reportée. L'union à la base est une réalité et Sidem va s'acharner à briser cette union, véritable rempart à son plan de régression sociale.

— Ainsi Sidem cherche à semer la confusion, à obscurcir les idées des travailleurs par ses éditoriaux.

— Afin de prévenir tout mouvement de grève, Sidem maintient l'horaire de 40 heures pendant au moins trois mois pour épuiser nos maigres économies.

— Des notes de service faites par Fontvieille pour essayer d'entraver les ouvriers.

— Des camarades actifs qui ont le courage de lutter, de dénoncer les manœuvres d'intoxication, sont victimes de la répression.

Licenciements, réductions d'horaire prolongées, propagande intense... n'ont qu'un but :

Créer un climat de crainte, d'incertitude pour décourager l'esprit de lutte de classe des travailleurs.

Si le nouveau système de rémunération était si positif pour les ouvriers, croyez-vous camarades que Sidem utiliserait de tels procédés. Camarades, il ne faut pas se fier aux belles paroles qui sont dites dans les réunions avec la direction : Personne n'a les moyens de vérifier les calculs donnés.

En résumé, si le Planus est proposé par Sidem, c'est certainement pour lui faire gagner de l'argent et non pour en perdre.

Voici ce qu'est le Planus :

- Planus vise à accroître la productivité ;
- Avec Planus nous ferons en 40 h le travail de 48 h ;
- Planus c'est l'accélération des cadences.

Finalement, c'est l'exploitation accrue des travailleurs au bénéfice de Sidem.

De plus, quelles garanties avons-nous ?

Demain le rendement de base ne sera-t-il pas augmenté ?

Alors les nombreux travailleurs qui ne pourront pas tenir les nouvelles

cadences seront mutés et déclassés pour être sous-payés.

Nous ne sommes pas contre un nouveau système de rémunération à condition qu'il soit assorti de garanties sérieuses pour les travailleurs.

Planus est une étape vers la mensualisation d'après Sidem :

Quelle mensualisation ?

Camarades, nous devons exiger des précisions sur les « étapes » et sur le contenu de cette « mensualisation ». On veut avoir un calendrier précis pour chacune des « étapes » et savoir où Sidem veut arriver.

Nous constatons que maintenant tout se passe par dessus la tête des syndicats : Pourquoi ?

On a le droit d'être informés et nous demandons aux camarades d'exiger des syndicats la réunion d'information syndicale trimestrielle (sans les prétendus salariés Fontvieille et Fayolle).

Cette réunion doit être préparée sérieusement par les délégués défendant la cause des ouvriers pour un compte-rendu correct et complet de toutes les conséquences découlant du Planus. Nous voulons qu'une tactique de lutte soit mise au point par les délégués honnêtes et capables de lutter, pour la soumettre au vote des ouvriers. Et ceci de suite.

Certains délégués prétendent :

« Les ouvriers ne bougent pas ».

La majorité des ouvriers disent :

« Les syndicats ne font rien ».

Nous sentons bien le malaise qui existe entre les ouvriers et certains délégués syndicaux.

Nous croyons que la majorité des délégués syndicaux est honnête et capable de lutter, mais nous les invitons à réfléchir sérieusement sur l'inaction et les belles « parlotes » de certains délégués soi-disant capables.

En particulier, pourquoi des bureaucraties ont-ils pris la tête d'un syndicat au bout de quelques mois de « syndicalisme ». Ces gens-là, à notre avis, ne sont pas à leur place, ne comprennent rien aux problèmes des ouvriers car ils n'ont rien de commun avec eux et ne les défendent pas réellement.

Pour nous, la force principale des ouvriers est leur unité à la base, syndiqués et non syndiqués, français et immigrés.

Nous voulons que le travail du groupe serve à cette unité.

VIVE L'UNITÉ A LA BASE DE TOUS LES TANNEURS !

TOUS UNIS CONTRE L'EXPLOITEUR SIDEM ET SON PLANUS, NOUS VAINCRONS !

Camarades, rejoignez le groupe d'ouvriers !

SOLIDARITÉ-INFORMATIONS :

SUR LA HAUTE-LOIRE

— BOISSY-LAUSSONNE (70 personnes) :

10 licenciements d'ouvriers déjà effectués (syndiqués).

Pour 8 autres : chômage pendant un mois.

Les ouvriers, commerçants et paysans de la région sont fermement décidés à lutter pour soutenir ces travailleurs. Forte solidarité dans l'usine.

— FONTANILLE :

Diminution des horaires (44 h) ;

Diminution de salaires ;

Répression patronale.

Fontanille, Sidem et Boissy ont la même tactique ;

Camarades, tous unis pour le même combat.

— FRONT PAYSAN :

Saugues :

Manifestations d'hostilité des jeunes agriculteurs pendant la visite de Duhamel. Beaucoup de pancartes et de slogans hostiles.

Les autorités ont fait venir un grand nombre de flics en civil et en uniformes pour protéger Duhamel, empêcher les jeunes de manifester et assurer quelques applaudissements. Duhamel a beaucoup parlé, même de démocratie. Sur les pancartes, on a pu lire : « Pas de baratin mais des crédits ».

Répression contre les jeunes ayant distribué des tracts :

P.V. sur les véhicules dans les fermes et contre les pigeons !!!

Camarades ouvriers et paysans, un même combat !

TOULOUSE :

Bâtiment : Un premier mai de lutte !

Le premier mai, les travailleurs d'un chantier de l'entreprise Pin et Masson étaient depuis deux jours en grève illimitée : ils revendiquaient, en premier lieu, une prime de panier de 5 F par jour. Cette grève, animée par des ouvriers marxistes-léninistes et sans parti, préparée par des discussions fréquentes de TOUS LES OUVRIERS, sans aucune intervention d'une quelconque centrale syndicale (pourant, en théorie, la C.G.T. existe sur le chantier) a vu 99 % des ouvriers (manœuvres, tâcherons, O.S.) participer au mouvement. Solidarité et soutien financier se sont organisés : collectes de groupes d'ouvriers et de militants C.D.H.R. à la sortie des restaurants universitaires, autre collecte chez les ouvriers d'un chantier voisin. Après huit jours de lutte, les grévistes ont repris le travail en ayant obtenu 3 F de prime, ainsi que le paiement du premier mai (bien qu'ils aient été en grève avant et après ce jour). Au cours de cette lutte, les ouvriers ont appris, par leur propre expérience, les mots d'ordre et la tactique de l'avant-garde marxiste-léniniste : « UNITÉ A LA BASE ET DANS L'ACTION DE TOUS LES OUVRIERS, SYNDI-

QUES OU NON SYNDIQUES, LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE ». Ils ont appris que seule l'action paye. Demain, ils comprendront mieux notre but : instaurer en France une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat, le socialisme. Déjà, ils commencent à comprendre que, des marxistes-léninistes ou des bonzes cégétistes sont leurs vrais amis : les bonzes cégétistes n'ont rien fait pour soutenir leur grève, bien au contraire, ils ont envoyé un de leurs représentants espionner les camarades ouvriers qui organisaient la solidarité dans les facs (ce bonze a été surpris notant sur un carnet comme un vrai flic, des renseignements sur l'habillement, l'aspect etc... d'un camarade ouvrier).

D'ores et déjà, se pose le problème de l'organisation, de la liaison avec les autres chantiers — ceci pour mieux lutter, pour mieux vaincre. Que les camarades ouvriers du bâtiment (ou d'autres professions) de Toulouse, qui veulent rompre leur isolement et combattre sur des positions de lutte de classe, écrivent au journal, qui transmettra.

Correspondant H.R.

S.N.C.F. : Les cheminots s'organisent

Par leur signature de l'Accord-Cadre, le 11 juillet 1968, les organisations syndicales cheminotes unanimes ont CAUTIONNÉ le plan de démentèlement de la S.N.C.F., au service exclusif de la politique monopoliste de l'Etat.

L'Accord-Cadre ORGANISE d'une manière scientifique la réduction massive des effectifs du personnel à la fois par un renforcement continu de la productivité et par des réformes de structure présentées au nom du « Progrès » et de la « Modernisation » auxquels les syndicats prétendent « ne pas vouloir s'opposer ».

Les appareils syndicaux qui se sont liés les mains par leur signature, ne peuvent plus organiser la lutte contre le déracinement des cheminots, contre les mutations et les détachements arbitraires, car cela les amènerait à remettre en cause l'Accord-Cadre qu'ils ont approuvé unanimement. Cela les amènerait également, par des mesures de rétorsions évidentes de la SNCF, à renoncer aux privilèges particuliers qu'ils ont obtenus en contrepartie de leur trahison :

— les prétendus nouveaux droits syndicaux (nous en savons quelque chose avec les sanctions à la suite des dernières grèves de février !);

— les avantages financiers réels : la paye des permanents syndicaux (rien que 29 pour la seule C.G.T.), plus des heures à prendre correspondant à une valeur égale au chiffre astronomique d'une cotisation mensuelle de 5 F pour chacun des 310 000 cheminots. Ce n'est plus une simple subvention patronale, mais tout simplement le financement total des organisations syndicales cheminotes par le pouvoir des monopoles.

C'est la raison pour laquelle les appareils syndicaux ne veulent pas et ne peuvent plus organiser une riposte nationale de tous les cheminots, contre la compression massive des effectifs du personnel, en liaison avec la lutte des populations travailleuses menacées par l'asphixie économique et sociale de régions entières, par suite de la liquidation de plus de la moitié du réseau national ferroviaire en quelques années.

De plus en plus les cheminots comprennent cette attaque patronale contre leur outil de travail, en complicité avec les appareils syndicaux. Ils abandonnent de plus en

plus leur confiance aux organisations syndicales elles-mêmes. De plus en plus ils comprennent qu'ils doivent, pour organiser une lutte conséquente et efficace, compter essentiellement sur leurs propres forces. Ils assimilent de plus en plus cette vérité, que la lutte contre le gouvernement des monopoles et la direction de la S.N.C.F. à son service, est inséparable de la dénonciation du rôle de collaboration de classe et de la complicité ouverte des appareils syndicaux, et de leur réorganisation dans de nouveaux organismes de lutte de classe, comme les comités de base, embryons de la future centrale syndicale unique de lutte de classe. Ils savent que pour cela, il leur faut avant tout compter exclusivement sur eux-mêmes et sur leurs propres forces en répondant à l'appel de la conférence nationale des cheminots révolutionnaires du 7 février à Paris, sous l'égide du journal « Front Uni ».

A l'étape actuelle, compter sur ses propres forces, compter sur soi-même, signifie s'organiser dans des Comités de Base, pour l'UNITE, par-dessus les divisions entretenues artificiellement par les directions syndicales, qui font semblant d'être en divergence, mais qui en réalité sont toujours d'accord avec la SNCF pour saboter les luttes. Cela signifie s'organiser dans des Comités de Base pour l'ACTION contre la politique réactionnaire des monopoles et la fascisation progressive de l'Etat et la répression grandissante dans les entreprises.

Cette prise de conscience de masse cheminote vient à nouveau d'être illustrée par l'exemple des camarades Matériels des Ateliers de Périgueux, touchés par les mutations et détachements arbitraires découlant de l'application arbitraire stricte de l'Accord-Cadre, organisateur de la déportation du travail des cheminots.

Il ont pris l'initiative de diffuser une partie du texte de cet accord de collaboration de classe et de sabotage des luttes parce que les organisations syndicales, qui l'ont signé dans l'ombre feutrée des salons de GRENELLE, n'ont jamais osé le porter à la connaissance des cheminots. Il démontre trop clairement comment « dans le prolongement des accords de Grenelle » ils ont bradé le vaste mouvement révolutionnaire de grèves de masse de Mai-Juin 1968.

Les camarades de Périgueux ont appelé au renforcement de leur Comité de Base. Plusieurs agents mutés ont spontanément et immédiatement remis leur carte syndicale aux responsables C.G.T. en guise de protestation.

Dans leur nouvel établissement, ils ne manqueront pas d'attirer l'attention de leurs nouveaux camarades sur les responsables réels de leur situation nouvelle de déportés du travail, et de la nécessité de s'organiser dorénavant à la base, pour l'action, en dehors des organisations syndicales de trahison et de collaboration de classe.

Partout, les déracinés se feront les meilleurs propagandistes de l'unité à la base, pour l'action, dans des Comités de Base, pour la future centrale syndicale rouge, unique, de lutte de classes, contre la politique réactionnaire des monopoles et contre la complicité financée des appareils syndicaux. Partout, les déracinés, nouveaux déportés du travail, se feront les meilleurs artisans des Comités de Base et pour leur coordination par le Comité d'initiative né de la première conférence cheminote du 7 février 1970, sous l'égide du journal « Front Uni ».



QUE TOUS LES CHEMINOTS INTERRESSES PAR LA DEUXIEME CONFERENCE CHEMINOTE QUI AURA LIEU LE DIMANCHE 21 JUIN A PARIS, S'ADRESSENT AU JOURNAL QUI TRANSMETTRA.

Ci-après, le texte du tract des camarades de Périgueux, simple reproduction de l'Annexe 4 de l'Accord-Cadre, qu'il faut reproduire et diffuser partout pour dénoncer les directions syndicales traîtres et pour impulser les Comités de Base de réorganisation de la classe ouvrière.

Le Comité d'Initiative National Cheminot, pour l'Unité à la Base et dans l'Action, pour la création et la coordination des Comités de Base.

TRACT DES CAMARADES DE PÉRIGUEUX :

POURQUOI LES MUTATIONS ?

Le 11 juillet 1968, les organisations syndicales unanimes ont signé l'Accord-Cadre, dont l'Annexe n° 4 ci-dessous :

1.— Chaque année sera dressée et tenue à jour la liste des établissements dont le personnel, ou une partie du personnel, devra être muté du fait de la fermeture ou de la réduction notable d'activité résultant de la modernisation (donnant droit à des allocations exceptionnelles de changement de résidence et de service).

Cette liste sera arrêtée et tenue à jour après consultation du CMX professionnel du service régional.

2.— Dans chaque établissement figurant sur cette liste, un avis au personnel sera affiché indiquant :

— le nombre d'agents, par grade, touché par les déplacements et les mutations ;

— les dates approximatives auxquelles elles pourront avoir lieu ;

— la nature des postes offerts ;

— les résidences offertes dans le cadre de l'arrondissement ou de la région, et le cas échéant de la SNCF.

Cet avis précisera en tant de besoins, les conditions dans lesquelles se feront les détachements et les mutations.

3.— Un questionnaire sera remis aux agents intéressés de l'établissement afin qu'ils fassent connaître leurs desiderata avec ordre de priorité (filiale choisie, résidence...). Un cadre de l'établissement sera spécialement chargé de renseigner et de conseiller des agents (possibilité de carrière, examens, possibilité de logement...) afin de permettre de préciser leurs desiderata. Un délai de 15 jours sera laissé aux agents pour répondre au questionnaire.

4.— Des listes d'ordre de départ seront ensuite établies conformément aux règles du Ch. 8 du statut. Cependant les agents mariés, veufs, séparés, divorcés ou célibataires ayant des charges de famille, qui ont été intégrés des réseaux ferro-

viaires d'Afrique du Nord et d'Outre-Mer, seront placés en fin de listes de départ.

5.— Les difficultés qui pourraient apparaître quant à l'application des opérations visées ci-dessus seront portées à l'ordre du jour des comités mixtes d'établissement pour l'examen des cas individuels, et des comités mixtes professionnels des services régionaux pour celui des problèmes d'ensemble.

6.— Les présentes dispositions sont applicables pour les détachements ou mutations à intervenir à partir de la date de leur promulgation.

NOTA : Une modification de l'article 3 du Ch 8 du statut sera proposée en vue de faire bénéficier d'une ancienneté supplémentaire :

— de deux ans les agents propriétaires de leur logement ;

— de cinq ans les agents dont le conjoint est salarié à temps complet ».

CAMARADES, c'est ce texte qui autorise la S.N.C.F. aux mutations et détachements arbitraires, au déracinement des cheminots.

Il a été signé par :

C.G.T. : ARGALON - MOREAU ;
C.G.T.F.O. : SOUQUES - QUESTERBERT ;

C.F.T.C. : BRUNEBARBE - QUIONTO ;

C.F.D.T. : MARTIN - BILLON ;

FGAAC : CIZEL - ROUMIGUIERE ;

C.G.C. : LACHIEZE - LOUCHARTE ;

F.A.C. : DECOUDUN - FERET ;

et par GUIBERT et BEYNET pour la S.N.C.F.

L'intersyndicale ne peut donc organiser la lutte contre les mutations et détachements.

Prenons notre défense en main, comptons sur nos propres forces.

FORMONS LE COMITE DE BASE DE PERIGUEUX !

AUX CHEMINOTS !

UNE DEUXIEME CONFERENCE NATIONALE DES CHEMINOTS SERA ORGANISEE A PARIS LE DIMANCHE 21 JUIN 1970, A L'APPEL DU COMITE D'INITIATIVE NATIONAL CHEMINOT, POUR LA CREATION ET LA COORDINATION DES COMITES DE BASE, NE DE LA PREMIERE CONFERENCE DU 7 FEVRIER 1970, SOUS L'EGIDE DU JOURNAL « FRONT-UNI ».

SONT INVITES A CETTE CONFERENCE :

a) Tous les cheminots d'accord avec l'Appel de la première conférence (voir « FRONT-UNI » n° 8, 17, rue du Sentier - Paris-2°, ou « HUMANITE-ROUGE » n° 58).

b) Tous les comités F.U. et C.D.H.R. travaillant ou voulant travailler d'un point de vue militant sur le secteur cheminot.

c) Tous les groupes travaillant parallèlement à nous (« Action-Cheminots », Cheminots du P.S.U., etc.).

d) Comme auditeurs, les ouvriers des comités F.U. ou C.D.H.R., des secteurs public ou nationalisé, ou du secteur privé, intéressés par l'expérience cheminote et désirant s'en inspirer.

Pour toute demande de contact préalable, s'adresser soit à F.U. ou H.R. qui transmettront au Comité d'Initiative, lequel donnera le moment venu les lieux de réunions et coordonnées. Dès maintenant, retenir les congés nécessaires.

Le Comité d'Initiative National Cheminot.

Vrais et faux problèmes du front ouvrier

« Pour établir une liaison avec les masses, nous devons nous conformer à leurs besoins, à leurs désirs. Dans tout travail pour les masses, nous devons partir de leurs besoins et non de nos propres désirs, si louables soient-ils. Il arrive souvent que les masses aient objectivement besoin de telles ou telles transformations, mais que subjectivement, elles ne soient pas conscientes de ce besoin, qu'elles n'aient ni la volonté ni le désir de le réaliser ; dans ce cas, nous devons attendre avec patience ; c'est seulement lorsque, à la suite de notre travail, les masses seront dans leur majorité conscientes de la nécessité de ces transformations, lorsqu'elles auront la volonté et le désir de les faire aboutir qu'on pourra les réaliser ; sinon, l'on risque de se couper des masses. Tout travail exigeant la participation des masses deviendra quelque chose de tout à fait formel, et aboutira finalement à l'échec si les masses n'ont pas pris conscience de la nécessité de ce travail, n'ont pas manifesté le désir d'y participer volontairement.

Deux principes doivent nous guider : premièrement les besoins réels des masses et non les besoins nés de notre imagination ; deuxièmement, le désir librement exprimé par les masses, les résolutions qu'elles ont prises elles-mêmes, et non celles que nous prenons à leur place ». Mao Tsé toung (Petit Livre Rouge page 142).

Souvent, les dirigeants révisionnistes et réformistes des centrales syndicales ont ironisé lourdement sur ces « gauchistes » qui méprisaient les revendications matérielles, « quantitatives » des travailleurs.

Comme un fidèle contrepoint, il se trouve ça et là des gauchistes (sans guillemets) pour jeter l'anathème sur toute revendication qui ne soit pas « qualitative », c'est-à-dire qui ne pose pas explicitement

la question de la destruction de l'Etat bourgeois et de l'instauration du socialisme.

Pour ces révolutionnaires du dimanche, toute lutte purement revendicative est entachée d'économisme, de révisionnisme, d'anarcho-syndicalisme, etc...

Nous devons dire très nettement : de telles élucubrations ne sont pas et ne seront jamais le fait de révolutionnaires marxistes-léninistes, ceux-ci étant des militants et non des phraseurs.

Pour nous, communistes, la lutte revendicative est la partie, et la lutte politique, le tout.

Mais l'avant-garde marxiste-léniniste ne sera reconnue par les travailleurs comme élément dirigeant de la lutte politique que si elle se montre apte et décidée à prendre en main la défense de leurs revendications immédiates. Ces revendications immédiates peuvent être une prime de salissure, une indemnité de transport, la réparation d'un local à usage de réfectoire. Elles peuvent être aussi la lutte pour le maintien des effectifs du central téléphonique, ou contre la suppression d'une ligne de chemin de fer. « Brouilles ! diront nos théoriciens, aucune de ces revendications ne pose la question du pouvoir ».

Mais tout militant ouvrier qui ne se saoule pas de mots sait que les travailleurs se détournent avec ironie des phraseurs qui ne savent que parler de la révolution socialiste, mais se désintéressent des conditions de vie de ceux qu'ils prétendent « guider ».

La lutte pour les revendications immédiates, quantitatives, etc... est la première étape indispensable de la prise de conscience révolutionnaire des masses, c'est au travers de cette lutte, menée sans esprit de recul, et avec le souci de démasquer les états-majors révisos-réfor-

mistes, que les militants d'avant-garde élèveront le niveau politique des masses et les prépareront à la transformation ultérieure des luttes revendicatives en lutte pour le pouvoir, au saut du quantitatif au qualitatif. Les mêmes éléments irresponsables vous disent aussi : « Qu'allons-nous faire, si la C.G.T. se met à durcir ses positions et à mener des luttes dures ? »... ou encore : « Si la C.G.T. se met à demander, elle aussi, les 40 heures tout de suite et les 100 000 AF par mois à la base, allons-nous demander la semaine de 35 heures et 120 000 anciens francs ? ».

Là, la réponse est encore plus aisée. Si, ici ou là, la C.G.T. (ou les autres syndicats) « durcissent » leurs positions, c'est le résultat de la pression de la base, elle-même influencée par notre dénonciation inlassable du réformisme et du révisionnisme. Que cette dénonciation cesse et la « dureté » de la C.G.T. deviendra de la pâte de guimauve... ce qu'elle est d'ailleurs partout où l'influence des idées révolutionnaires est encore trop faible.

Quant aux « Cahiers revendicatifs » et autres « programmes » de la C.G.T., de la C.F.D.T., etc... ils ne sont que des chiffons de papier, car ces organisations se contentent de les formuler en guise d'alibi. Mais devons-nous pour autant considérer que ces revendications sont méprisables ? La revendication « A travail égal, salaire égal » est avancée depuis des décennies par la C.G.T., et pourtant l'écart moyen entre les salaires masculins et féminins a tendance à augmenter plutôt qu'à se résorber. Doit-on pour autant jeter aux orties cette vieille revendication du mouvement ouvrier ? Evidemment non ! Malgré l'opportunisme et le « clientélisme » croissants des revendications mises en avant par les révisos-réformards de tout poil, la différence essentielle entre

eux et nous dans le domaine revendicatif se situe au niveau des moyens préconisés pour mener la lutte.

Eux font semblant de lutter pour continuer à duper les travailleurs et servir l'ennemi de classe. Nous, nous nous battons pour que les luttes soient effectives, pour que les revendications ne soient pas bradées, pour que les yeux des travailleurs s'ouvrent et que leurs poings se serrent.

Mais quand les bonzes syndicaux s'emparent de revendications formulées par la base, sous l'impulsion de militants d'avant-garde, ce n'est jamais une mauvaise chose, mais une bonne, une excellente chose.

C'est bien sûr insuffisant. Il faut que les travailleurs se battent effectivement pour ces revendications.

Dans ce cas, les bonzes devront « marcher ou crever », soit que leurs manœuvres soient mises en échec par les travailleurs, soit que leurs nouvelles trahisons les démasquent encore un peu plus, devant des gens qui les avaient suivis jusque là les yeux fermés. Chaque militant marxiste-léniniste connaît par expérience personnelle de telles prises de conscience chez des ouvriers ou des employés en apparence réfractaires à notre travail idéologique jusqu'au moment où à l'occasion d'une grève, d'une manifestation, d'un magouillage syndical-patron, ils vérifient expérimentalement la justesse de notre ligne.

Ces choses là paraîtront autant de vérités de la Palisse aux militants liés aux masses. Mais il n'est pas inutile de les redire, à l'heure où, drapés dans une « pureté » et une « intransigeance » de façade, divers cénacles bourgeois prétendent faire obstacle au groupement des travailleurs les plus avancés sous la direction de l'avant-garde marxiste-léniniste.

E.G.F. : COLLABORATION OU LUTTE DE CLASSE ?

LE BILAN DEPUIS MAI 68

a) Le gouvernement cède avec le sourire quelques miettes d'augmentation. Les dirigeants C.G.T. s'empres- sent de les accepter et nous les présentent comme d'immenses victoires pour que nous reprenions le travail le plus tôt possible.

b) Les discussions politiques bien que nécessaires, utiles et indispensables pour la compréhension et l'appréciation des événements n'ont pratiquement pas pu se tenir sur nos lieux de travail, les dirigeants C.G.T., du P. « C. » F., font tout pour que seules les revendications soient discutées, pour le reste, comme ils disent, « vous n'avez qu'à lire l'Huma ».

c) La reprise se fait sans unité avec les travailleurs des autres entreprises si bien que nos camarades courent plus vite à l'échec du fait que le rapport des forces bascule en faveur de la bourgeoisie.

d) La reprise est décidée au sommet C.G.T. et c'est par une influence malhonnête du genre de « Les autres reprennent, on doit suivre » que chacun se remet au travail « la mort dans l'âme » et profondément mécontent d'avoir fait tout ça pour rien !

19 novembre 69

La base pousse les dirigeants, la C.G.T. lance une grève de 24 heures. C'est une réussite en tant qu'action et ça nous emmène au

25-26 novembre 69

1^{er} jour : grève gratuite pour les capitalistes (sans coupure du courant).

2^e jour : remise du courant à 11 h ordonnée par les directions syndicales sans consultation de la base et échec total de grève.

14 janvier

Référendum « contrat de progrès » décidé par les dirigeants C.G.T. qui promettent de continuer l'action dans le cas où les camarades s'opposeraient au contrat.

C.F.D.T. - F.O. - U.N.C.M. signent le contrat.

Mai 70

Malgré la promesse : aucune lutte, aucune grève, aucun résultat. Les pétitions contre la loi scélérates ne sont pas faites pour impressionner le gouvernement et elles ne servent pas davantage à mobiliser les camarades en vue de déclencher des luttes efficaces.

LES SYNDICATS - LES DIRIGEANTS - LA BASE

F.O. - C.F.D.T.

Est toujours et plus que jamais la centrale jaune.

a) Les dirigeants : Ils collaborent comme par le passé ; pour l'action ils sont et resteront à la remorque de la C.G.T., le sang nouveau « groupe P.S.U. » n'est pas suffisamment rouge

LA PRESSE SYNDICALE

pour ressusciter des morts.

b) La base : Une masse de camarades pas très offensifs et souvent honnêtes et bons. On les endort, nous devons les réveiller. C.G.T.

a) Les dirigeants : Ils détournent la lutte véritable des travailleurs au profit de la soi-disant « alliance des forces de gauche ». Les gouvernements changent mais les revendications demeurent !

Les revendications, davantage imposées par les dirigeants que décidées par la base, ne correspondent pas au désir des masses.

Ex. : Augmentations au pourcentage, défense de la hiérarchie.

Et pourtant c'est toujours les petits qui font grève, alors pourquoi les grands ont tout ?

Qui a le plus besoin ?

— Celui qui ne peut se payer de la viande à tous les repas ou celui qui change de voiture régulièrement tous les ans ?

Il y a à l'E.G.F. :

70 % d'ouvriers ;
20 % de maîtrise ;
et 10 % de cadres.

b) La base C.G.T. : Toujours à la pointe du combat, prête à la lutte avec cette arme puissante que représente la grève, elle attend et conteste de plus en plus ses dirigeants qui sont devenus « Révolutionnaires en paroles et réformistes dans les faits ».

De plus en plus lamentable chez tous les syndicats, elle abêtit son homme et décourage les masses.

La « V.O. » écrit dans ses colonnes des VICTOIRES à tout vent :

- soit pour quelques cartes vendues dans une usine ;
- soit qu'un patron accepte la discussion ;
- soit que la crasse est vaincue par le produit XYZ.

Camarades !

Nous devons envisager nous-mêmes les solutions pour sortir de ce guépier. Tous les dirigeants syndicaux collaborent et détournent les luttes au profit de futurs candidats politiques aux élections et cette politique des urnes ressemble à une fine toile d'araignée dans laquelle se débattent un tas de mouches mutilées.

Les camarades cheminots vont tenir leur 2^e conférence nationale pour un syndicat de lutte de classes. Ils nous ouvrent la porte de leurs travaux qui auront lieu le 21 juin à Paris.

Dans l'espoir que je rencontrerai à ladite conférence des marxistes-léninistes et des camarades progressistes travaillant aux industries électriques et gazières, je vous adresse, chers camarades, mon salut de militant rouge.

Un M.L. de l'E.G.F.

1^{er} Mai à Aix: Meeting de lutte "Front-Uni"

malgré la répression C.G.T.-C.R.S.

A Aix-en-Provence, pour le 1^{er} mai, le Comité de Front-Uni, dans lequel travaillent activement les marxistes-léninistes, avait appelé à un rassemblement autonome pour manifester la volonté de lutte contre le capitalisme, pour marquer le départ de nouvelles luttes et pour démontrer que face à l'exploitation capitaliste et à la trahison des syndicats réformistes et révisionnistes les traditions de lutte se maintiennent et que réapparaît un courant révolutionnaire cohérent (même s'il n'est qu'à son début). En ce 1^{er} mai, journée de lutte de tous les travailleurs, l'autonomie par rapport à la C.G.T. apparaissait indispensable pour rompre avec la conception routinière et kermesse qu'elle a de cette journée et surtout pour faire apparaître les mots d'ordre politiques qu'elle ne défend pas :

il a tout fait pour saborder ceux des forces révolutionnaires naissantes : c'est une même politique !

Malheureusement pour lui les travailleurs et étudiants révolutionnaires sont tenaces : malgré les difficultés un autre regroupement a été organisé ailleurs, près de la place de la Mairie ; étudiants révolutionnaires, ouvriers français et ouvriers immigrés ont formé leur cortège avec leurs banderoles pour rejoindre la Place publique où, le 1^{er} Mai, se regroupent traditionnellement tous les travailleurs. Mais la C.G.T. qui grâce aux « autorités » avait pu tenir en ce lieu son meeting routinier a estimé du même coup que le 1^{er} Mai et la place de la Mairie devenaient sa chasse gardée ; bien sûr, il ne s'agit pas de procédés diplomatiques entre « invités » et « non-invités » : il s'agit de préserver une

ment étudiant que ce qu'en dit la C.G.T.). D'autres, connus, étaient des cogneurs à mentalité social-fasciste (l'U.E. « C. » en premier) ; les répliques du style « les immigrés on s'en fout », « Staline je l'emmerde », « je suis un Français en France » ou, à des camarades filles « va faire la cuisine petite connasse », « va faire des gosses », sont sans équivoque ! Deux camarades immigrés ont été blessés dans la bagarre... Enfin, il y avait là des travailleurs qui, même si leurs positions politiques sont confuses, n'appréciaient pas du tout l'attitude C.G.T. ou se sentaient un peu perdus (l'un d'eux a retrouvé en face de lui un vieux camarade du Parti ex-communiste français). Des disputes ont éclaté dans le service d'ordre. Un camarade travailleur, renversé dans la bousculade, s'est retrouvé de l'autre côté où il a pu assister à des protestations véhémentes et même violentes de travailleurs et travailleuses présents. Des travailleurs qui voulaient nous rejoindre en traversant le service d'ordre ont été brutalement refoulés.

Mais au bout d'un moment qui a t'on vu prendre petit à petit la relève du cordon C.G.T., pour nous faire face ? Eh bien un bataillon de gardes mobiles bien sûr ! averti par « on ne sait qui »... La relève a été si progressive que le passage n'a pas été libre un seul instant. Mais cette collusion si évidente a jeté le trouble dans le service d'ordre. Un travailleur de la C.G.T. qui voulait faire face aux flics avec nous a été ramené à bout de bras derrière les C.R.S. par trois nervis. Deux travailleurs C.G.T. (qui étaient derrière leur service d'ordre) ont pu nous rejoindre, l'un d'eux en déchirant sa carte. Ne parlons pas des discussions qui allaient bon train sur la place de la Mairie, ou en solidarité, des travailleurs ont distribué des tracts Front-Uni. Pauvre bonze qui faisait son discours tranquille à la tribune !

étaient pour la plupart partis n'ont pas pu vérifier l'aboutissement de la collusion. Les militants parisiens connaissent bien la tactique isolément-répression qu'ils subissent souvent. Ce furent les dispersions brutales, les ratonnades dans les allées du marché. Evidemment les immigrés étaient les plus visés. Mais ils ne se sont pas dispersés comme un vol de moineaux, ils sont restés fermes. L'un d'eux blessé, est même allé s'adresser au C.R.S. qui l'avait frappé pour lui dire en face : « C'est parce que je suis un Arabe que tu me frappes, raciste ! ». Chaque fois que les C.R.S. se retiraient, les groupes se reformaient, les protestations fusaient ; un flic en civil a été pris à partie par des travailleurs et des ménagères ; un travailleur français a fait une intervention en criant « Vive le peuple algérien, vive le peuple français, vive leur unité de combat ! » et répondant à un imbécile qui ricanait « Ah, devant les C.R.S. vous détalez » il a répondu : « Quand on reviendra on aura les fusils ! ». Le rassemblement a ainsi tenu un bon moment ; les tracts continuaient à circuler, les mots d'ordre étaient scandés. Les C.R.S. ont dû « disperser » plusieurs fois. Un petit marché n'est pas un terrain d'intervention commode pour eux. Mais la répression a tout de même été dure : quatre immigrés ont été arrêtés et questionnés, douze ont été blessés.

Le pouvoir ne nous a pas oublié. Mais ces « faveurs » sont un grand encouragement pour les militants. Les attaques de l'ennemi prouvent que l'on fait du bon travail. Elles ont montré ce jour-là que l'Unité « Français-immigrés » leur fait peur.

Cette journée a confirmé aussi, s'il en était besoin, que l'internationalisme prolétarien, comme toujours, est une pierre de touche pour distinguer les traîtres, les commis bourgeois au sein de la classe ouvrière, des véritables révolutionnaires.

Cette journée aura ouvert les yeux



Après son attaque, le service d'ordre C.G.T. rellue devant la fermeté des militants révolutionnaires...

- Travailleurs français immigrés une seule classe ouvrière !
- Travailleurs, étudiants un seul combat !
- Front Uni Révolutionnaire !

Enfin pour permettre pour la première fois à Aix aux travailleurs immigrés de manifester sur des mots d'ordre qu'ils reconnaissent. Car le mot d'ordre trompeur des dirigeants révisionnistes « 1^{er} Mai Unité » veut dire « 1^{er} Mai Unité sur la ligne de trahison de la direction C.G.T. ». Or leur trahison la plus flagrante est celle de l'internationalisme prolétarien, celle de l'unité Français-immigrés : pas question de « laisser passer » ça un 1^{er} Mai !!

Par ailleurs une organisation ne peut se permettre d'avancer un mot d'ordre sans aucune fanfaronade, que si ce mot d'ordre correspond à une orientation dans son travail concret quotidien. Nous pouvons considérer comme formels des banderoles éphémères ou des tracts sans suite que les syndicats peuvent exceptionnellement sortir en de telles occasions.

Tous les amis et militants Front-Uni étaient donc appelés à se rassembler à 9 h 30 sur la place des Résistants. A 9 h cette place était complètement investie par les gardes-mobiles ; l'accès en était complètement interdit ; y compris à des ménagères qui faisaient leurs courses. Rappelons que l'an dernier, à l'occasion du 1^{er} Mai, une trentaine de C.R.S. étaient arrivés 10 minutes après la « manifestation-surprise » des étudiants révolutionnaires. Cette année le Pouvoir avait « mis le paquet » : il s'agissait d'étouffer totalement l'apparition de Front-Uni et de paniquer les travailleurs immigrés qui devaient y participer. C'était sans équivoque : le Pouvoir montrait ce qu'il pensait de nous. En même temps, abandonnant sa position de mai 69, il avait autorisé avec bienveillance les meetings « pépères » de la C.G.T.,

conception bien particulière du 1^{er} Mai. C'est tout. D'autant plus que la C.G.T. n'ignore pas que nombre de travailleurs immigrés sur la place, nous attendait.

C'est pour cela qu'au moment d'arriver sur la place de la Mairie le cortège a été bloqué par un service d'ordre C.G.T., fait de quelques gros bras et d'étudiants de l'U.E. « C. » révisionniste à qui la fréquentation des conseils de gestions et des bistrot « de gauche » a donné une idéologie « prolétarienne » telle qu'ils puissent se permettre, de droit divin, d'empêcher les travailleurs de manifester.

Comme le cortège insistait un peu pour passer, les gros-bras au bout de trente secondes commencèrent à cogner et surtout à déchirer avec rage le drapeau rouge et les banderoles en français et en arabe sur l'unité Français-immigrés. Mais les manifestants de Front-Uni essayèrent, tout en montrant une ferme résistance, de ne pas provoquer de bagarre pour laisser voir au grand jour d'où venaient les coups, d'où venait l'agression, et pour ne pas mettre de confusion dans une situation trop claire ! Par ailleurs, alors que nous étions formés en simple cortège, eux étaient formés en commando de type militaire, simplement avec des hommes forts et quelques armes discrètes (boules de pétanque dans les pieds...). C'est parce que l'affrontement s'est limité de notre part à résister et pousser (même si les minets de l'U.E. « C. » ont reçu quelques coups mérités) que les discussions et engueulade sont allées bon train. D'abord le service d'ordre C.G.T. a été surpris d'avoir à faire à des étudiants et des travailleurs. Il semblait évident qu'un certain nombre n'était pas conscient de ce qui se passait et voulait simplement, en toute bonne foi, empêcher « les petits bourgeois d'emmerder ». (En effet, certains travailleurs ne connaissent du mouve-



... et se fait remplacer par les C.R.S.

Le bataillon de C.R.S. nous a fait face, immobile, jusqu'à ce que le cortège formé par la C.G.T. ait évacué, seul, la place de la Mairie. Après quoi les C.R.S. ont semblé se retirer...

Les militants Front-Uni ont alors commencé à tenir un meeting sur place en présence de nombreux immigrés restés pour nous rejoindre.

Un camarade ouvrier a pris la parole avec un haut-parleur pour dénoncer le capitalisme et appeler à se réorganiser pour la lutte. Des tracts français-arabe ont été distribués. Les journaux « Chantier-Rouge », dont les nervis avaient déchiré un bon nombre, ont été vendus. Il est à noter aussi que parmi les nombreux participants au meeting certains ont vendu « Rouge-Midi », organe local du P.C.M.L.F.

Mais le meeting n'était pas terminé que les gardes mobiles réapparaisaient... en chargeant. Bien sûr, les nombreux participants au meeting place de la Mairie (500 environ) qui

à bien des travailleurs. Les témoignages de solidarité ont été nombreux, parfois accompagnés de démissions de la C.G.T. De leur côté, les militants Front-Uni ont organisé un Secours-Rouge pour les blessés et entrepris une campagne d'explication.

A Aix, où l'influence des révisos est faible, leur tactique est claire : on remplace le vide par les attaques directes sur les militants.

Mais les réactionnaires sont comme certains sots qui soulèvent une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds.

Celle-là retombe lourdement !

A bas le révisionnisme, soutien du pouvoir capitaliste !

Réorganisons-nous pour la lutte, en démasquant la poignée de dirigeants traîtres des organisations syndicales !

En avant pour de nouvelles luttes contre le capitalisme, tous unis, Français-immigrés, travailleurs-étudiants !

TRIBUNE DE DISCUSSION

A propos du point de vue des camarades M.-L. dirigeants un syndicat C.G.T. (Voir H.R. n° 58)

Faire prévaloir la politique par rapport à l'organisation

Nous voudrions répondre aux camarades auteurs de l'article « Comité de Base ou syndicats » paru dans H.R. 1^{er} mai. Ces camarades critiquent le mot d'ordre « Des Comités de Base, et au-delà, celui de deux exemples concrets : celui de Tudor et celui de leur propre usine. Ils ont raison de mettre le problème sur le tapis, car il n'a pas été suffisamment abordé dans l'H.R. Mais il nous semble que nos camarades, dans les deux exemples choisis, posent mal ce problème des Comités de Base, et au-delà, celui de la ligne syndicale des marxistes-léninistes.

1) Pour ce qui est de Tudor. La position des camarades auteurs de l'article est à peu près la suivante : le Comité de Base Tudor a été le produit d'un moment donné d'une série de conditions objectives ». A présent, il n'existe plus. Donc, ce n'était pas la bonne solution, comme le prétendaient les articles écrits à ce sujet (voir H.R. n° 1 et 2).

Certes, le Comité de Base Tudor n'existe plus pour le moment, parce que tous ces militants sont hors de l'usine, dispersés par le service militaire ou la maladie du plomb (c'est une petite usine). Mais même si c'était prévisible, que fallait-il faire à la place du Comité de Base ? Rien ! ou prendre sa carte à la C.G.T., pour constituer un syndicat contrôlé (c'est-à-dire freiné) par les bonzes et qui n'aurait, de toute façon, pas vécu plus longtemps que le Comité de Base !

De plus, le Comité de Base Tudor n'était pas le fruit de « conditions particulières », mais d'une ligne politique dans le syndicat bien déterminée. Les articles du Comité de Base à l'époque n'ont pas insisté là-dessus, mais on peut y voir néanmoins que le Comité n'a pu se constituer qu'après que les jeunes ouvriers actifs de l'usine aient été convaincus de la ligne de trahison de la C.G.T., et de la nécessité de compter sur nos propres forces, sans laisser les bonzes récupérer notre travail et discuter avec le patron à notre place.

Enfin, ces articles n'ont jamais prétendu qu'un Comité de Base « était dorénavant la seule voie juste pour les ouvriers pour faire aboutir leurs revendications ». Que nos camarades relisent donc ces articles. Pour ceux qui les ont écrits, une forme d'organisation comme le sont les Comités de Base n'a pas de vertus propres, tout dépend de la ligne politique au service de laquelle se met cette forme d'organisation.

2) Pour ce qui est de leur usine. Nos camarades se posent la question « Comité de Base ou syndicats C.G.T. » uniquement à partir de leurs problèmes revendicatifs locaux. Pour nous, c'est une mauvaise façon de poser le problème : voici pourquoi.

Le mouvement syndical se développe à 2 niveaux : le niveau local (dans chaque usine la section syndicale lutte contre le patron) et le niveau national où la Centrale syndicale lutte contre les patrons ligüés et contre leur instrument : l'appareil d'Etat.

Bien se battre à la base contre le patron ne suffit donc pas : si la Centrale syndicale utilise les forces nées des luttes revendicatives locales pour aménager le capitalisme au lieu de l'ébranler, les ouvriers sont trahis : en Mai 1968, la lutte était vigoureuse à la base, mais Séguy et consorts l'ont faite déboucher sur... les pitoyables accords de Grenelle et les élections.

Le devoir des syndicalistes communistes ne se limite pas à bien se

battre dans l'usine contre le patron. Ils doivent, en plus, inlassablement expliquer aux ouvriers le rôle des Centrales existantes, afin que ceux-ci se persuadent de la nécessité de ne pas laisser les bonzes « récupérer » leur combat, et par là même, d'œuvrer pour une Centrale Rouge. Et c'est là, à notre avis, le véritable sens de la citation de Dimitrov : « Lutter pour transformer le syndicat (tout le syndicat, c'est-à-dire la Centrale) réformiste en une véritable organisation de lutte de classe ».

Pour les camarades qui sont dans la C.G.T., cela veut dire qu'ils doivent s'efforcer de faire perdre à leurs compagnons de travail toutes les illusions qu'ils peuvent encore avoir sur la Confédération dirigée par les révisionnistes, en dénonçant publiquement toutes les trahisons, petites ou grandes, dont les révisionnistes se rendent coupables, et en n'acceptant pas certaines directives (concernant notamment les grèves-soupapes de 24 heures, les pétitions pour l'union de la gauche, ou le contenu du 1^{er} mai, etc...).

Cela amène, bien entendu, les camarades à développer une ligne syndicale, à pratiquer une politique

syndicale opposée à la ligne et à la politique révisionniste. Et tôt ou tard, la scission se produit : deux lignes opposées ne peuvent coexister dans une même organisation. Comité de Base ou Syndicat Rouge, que nous soyons exclus ou que nous excluions les révisionnistes, cela dépend de la situation concrète. Mais quoi qu'il en soit, il nous semble erroné de poser le problème, comme le font les camarades, en termes d'organisation. Rester à la C.G.T. ou faire un Comité de Base, ce n'est pas le problème. Le problème c'est : quelle ligne doit commander le syndicat (dans le mouvement syndical), ligne révisionniste ou ligne marxiste-léniniste ? La question de l'organisation ne se pose qu'après que le choix politique est fait.

La « ligne juste » ce n'est pas, comme le laisse entendre les camarades, se borner à bien mener la lutte revendicative dans sa propre usine et attendre que les ouvriers comprennent tout le reste d'eux-mêmes. C'est dénoncer l'orientation révisionniste de la Centrale, éclairer des ouvriers. La ligne juste ne se développe que dans la polémique, dans la lutte contre la ligne fausse, et non « à côté ».

Par contre, poser comme préalable « ne pas se couper de la C.G.T. pour garder certains contacts » ou bien « ne pas donner le flanc à l'accusation des diviseurs » ou encore « ne pas apparaître comme minoritaire » cela implique nécessairement qu'on fasse des concessions politiques pour retarder la scission, qu'on garde un peu plus son drapeau dans sa poche. Par là-même, on retarde la prise de conscience des ouvriers, qui continuent à confondre les délégués actifs que vous êtes avec le sigle C.G.T.. Rien d'étonnant alors à ce que vous fassiez cette constatation, que chez vous « il n'a jamais germé dans l'esprit des gens qu'une organisation, pour les défendre contre le capital, pouvait ou devait être différente ».

En conclusion, nous pensons que les camarades analysent mal les exemples dont ils parlent.

1) Parce qu'ils posent le problème en termes d'organisation et non en termes de ligne politique (comme si la politique ne commandait pas au syndicat).

2) Parce qu'ils ne voient pas les rapports entre les deux niveaux du mouvement syndical.

C.D.H.R. Nîmes.

ON RECHERCHE CHEMINOTS POUR FAIRE LA RÉVOLUTION...

Il est très bon d'apporter une contribution à la discussion. C'est significatif de l'intérêt porté. Les raisonnements développés par le C.D.H.R. Nanterre sont sérieux. Mais s'ils posent énormément de questions, il les laisse également sans réponse.

De plus, le C.D.H.R. de Nanterre n'a retenu des deux pages centrales du n° 47 de H.R. que les arguments ou phrases qui pouvaient prêter à confusion. C'est compréhensible comme attitude, dans la mesure où nous ne sommes pas là pour nous complimenter, mais pour construire et améliorer.

Toutefois, le camarade C.G.T. disait bien : « Les travailleurs ont besoin d'actes et non de paroles ». Or, si la première réponse du n° 47 peut comporter des ambiguïtés dans les termes, elle affirme néanmoins que les Comités de Base sont une réalité qui devra amener dans son prolongement, la création du syndicat rouge. Elle précisait qu'y auront place ceux qui luttent et continueront à lutter, qu'il défendra en priorité les plus défavorisés et qu'il déploiera toutes ses forces à l'objectif principal : abattre le capitalisme en opposant la violence révolutionnaire à la violence de la bourgeoisie.

Le syndicat rouge n'existant pas, il ne peut encore répondre aux questions qu'il aura à résoudre, même si l'on peut déjà poser ses principes directeurs.

Retenons que le n° 47 est positif et constructif, même s'il ne résoud pas toutes les difficultés. (Comment une contribution comme celle-ci le pourrait-elle ?). Il répond aux questions posées par le camarade de la C.G.T.

Or, je ne pense pas que celui-ci, en lisant la critique dans le n° 51 puisse trouver une réponse aux questions qu'il posait.

Quant à la critique de l'appel des cheminots :

1) Il convient de rappeler qu'il s'agit d'un appel lancé dans le cadre de l'action de masse front uni, et qu'il n'a pas la prétention d'exposer la ligne des marxistes-léninistes sur les problèmes cheminots.

2) Lorsque l'appel parle de notion de « Service Public », il ne s'agit certes pas de la conception capitaliste du service public. (Effectivement, ce n'est pas très clair).

3) A propos des réformes, voir l'article sur STALINE du n° 50 :

« Pour le réformisme, la réforme c'est tout... Pour le révolutionnaire, au contraire, le principal, c'est le travail révolutionnaire, et non la réforme ; pour lui, la réforme n'est que le produit accessoire de la révolution.

C'est pourquoi avec la tactique révolutionnaire, dans les conditions du pouvoir bourgeois, une réforme devient naturellement un instrument de désagrégation de ce pouvoir, un instrument de renforcement de la révolution, un point d'appui pour le développement continu du mouvement révolutionnaire ».

Certes, il ne faut accepter toutes les réformes, ni lutter pour n'importe quelles réformes, car certaines peuvent servir à la bourgeoisie pour réajuster son pouvoir et sa dictature. Mais la lutte pour la réforme doit être utilisée comme un prétexte pour combiner l'action légale et l'action illégale, afin de s'en servir comme d'un levier pour renforcer le travail illégal en vue de la préparation révolutionnaire des masses au renversement de la bourgeoisie.

Il nous faut démontrer aux masses la valeur des actions et des réformes que nous préconisons. Arracher des concessions au capital nous permet d'accroître nos forces pour la lutte. Il ne s'agit nullement pour nous de l'aménagement du capitalisme, de la paix sociale dont il a continuellement besoin, mais d'obtenir, par des luttes successives, son affaiblissement (ou bien alors les camarades de Nanterre considèrent-ils une augmentation de salaire et les 40 heures comme un aménagement du capital ?).

L'incapacité du capital à fournir un véritable service public, amène les travailleurs à se poser la question de son renversement. Cela est

valable dans tous les domaines, économiques ou culturels

Bien entendu, il aurait été opportuniste de droite de poser simplement les revendications sans parler de l'objectif : « la défaite de l'Etat-patron » et « l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme », car alors l'appel aurait rejoint ceux des appareils fédéraux, de plus en plus intégrés eux-mêmes au régime.

Mais il ne faut pas passer d'un excès à l'autre, de l'opportunisme de droite à l'opportunisme de gauche qui nierait toute lutte pour des réformes au nom exclusif de la révolution. Mobiliser sur le seul but final relève de l'utopie. En niant toute lutte pour les réformes, cela reviendrait à passer une annonce publicitaire ainsi libellée : « ON RECHERCHE CHEMINOTS POUR FAIRE LA RÉVOLUTION ! ». Est-ce sérieux ? Est-ce ainsi que l'on étendra le FRONT UNI nécessaire au renforcement de l'avant-garde de la classe ouvrière ?

CONCLUSION :

Ne poursuivons pas la polémique sur chaque phrase ou sur chaque mot de l'un (n° 47) ou de l'autre (n° 51). Les cheminots, les travailleurs, tous les exploités veulent des actes. Ils veulent que ces actes préparent la révolution, qu'ils correspondent aux besoins, aux désirs et aux aspirations des travailleurs, tant dans leurs buts que dans les moyens employés. Que le prolétariat avance dans la voie de la révolution, même si c'est avec des hésitations, il suivra et renforcera son avant-garde, dans la lutte de chaque jour, beaucoup plus sûrement qu'en lui promettant la révolution pour demain.

A chaque étape, à chaque action, nous devons affaiblir notre ennemi, le contraindre à se replier, et dans le même temps, renforcer notre cohésion, notre organisation, afin de poursuivre et développer notre offensive.

Un cheminot (membre encore de la C.G.T., jusqu'à l'exclusion, ou le syndicat rouge).

AIX-EN-PROVENCE

UNE CORRECTION MÉRITÉE AUX PROVOCATEURS DE L'U.E. "C"

Ou "Quand les révisionnistes soulèvent une pierre pour se la laisser tomber sur les pieds"

« Pour autant qu'il s'agit de nos propres désirs, nous ne demandons pas à nous battre, même un seul jour. Mais si les circonstances nous y obligent, nous pouvons nous battre jusqu'au bout ».

(Mao Tsé toung).

A Aix-en-Provence, pendant les nombreuses luttes menées sous la direction des marxistes-léninistes de « L'Humanité Rouge », le mouvement étudiant unifié dans l'UNEF s'est renforcé. Dans le combat contre l'université bourgeoise et les monopoles, la tendance « Front-

tre son stand comme tous les jours (ils n'ont que ça à faire !); résultat : 6 points de suture pour le trotskyste en question. Tout le jour, les U.E.«C.» continuent leur petit manège. En face d'eux, au stand F.U. et au stand H.R. est dénoncée très activement l'agression du matin.

L'après-midi, Assemblée Générale contre la répression rassemblant 500 étudiants. Sous l'impulsion des marxistes-léninistes, les révisionnistes de l'U.E.«C.» sont exclus de l'Assemblée Générale par tous les

parés scandent : « le fascisme ne passera pas ». Soutenus par de nombreux étudiants, les marxistes-léninistes répliquent par : « dictature du prolétariat » et « Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao ». Entre les deux camps (partisan lui aussi de la coexistence pacifique (sic !), ie « matelas trotskyste » se forme pour éviter « toute violence au sein du mouvement ouvrier » (resic !), notamment entre « staliniens » (reresic !).

Les révisos sortent matraques, nerfs de bœufs et marteaux et lancent quelques coups par-dessus les trotskystes; ces derniers se retiennent, ridicules. Les révisionnistes qui bêlaient qu'on ne provoque pas impunément des « communistes » ont été bien punis, justement. Provocateurs et agresseurs, ils furent corrigés à coup de chaises par les marxistes-léninistes (qui eux ne se laissent pas provoquer et attaquer impunément).

Après une 1/2 minute de combat, les soi-disant communistes sont balayés et s'enfuient devant tous les étudiants, laissant 4 blessés, dont un trotskyste. Ils ont abandonnés à l'occasion leurs « arguments » (dont un assez beau marteau (cf. photo). L'après-midi, les marxistes-léninistes expliquèrent leur attitude devant tous les étudiants présents, montrant l'importance politique de ces heurts et la nécessité de la violence révolutionnaire face à la violence réactionnaire.

Après le 1^{er} mai, grande victoire pour le comité de front uni d'Aix-en-Provence. Les révisionnistes sont plus que jamais isolés, ainsi que les trotskystes qui se retrouvent toujours à leurs côtés.

« Toute force réactionnaire au seuil de sa perte, se lance nécessairement dans un ultime sursaut contre les forces de la révolution ».

(Mao Tsé toung).

C'est bien le cas du P.«C.»F., CGT, U.E.«C.» à Aix. Absents des luttes (en fac, dans les chantiers et les usines, chez les immigrés) ils s'efforcent de briser la montée des luttes populaires par des actions de commandos.

« En cas d'attaque de l'ennemi, nous prendrons à coup sûr la position de légitime défense, pour l'anéantir résolument, radicalement, intégralement, totalement ». (Mao).

OPPOSONS LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE A LA VIOLENCE REACTIONNAIRE !

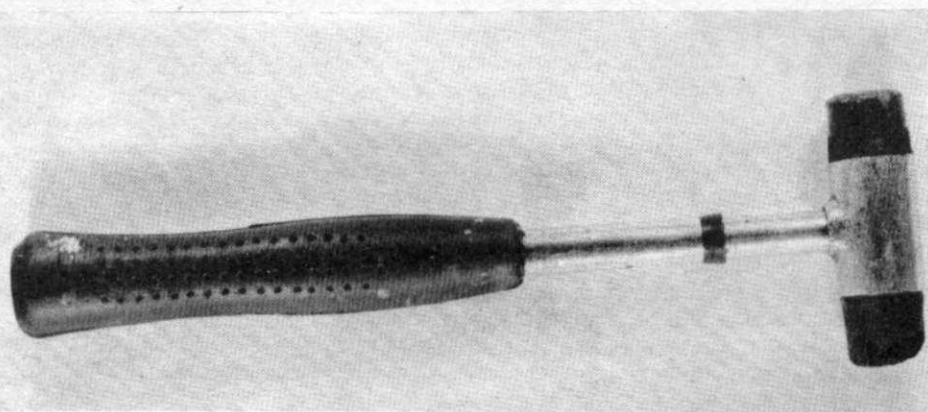
POUR UN ŒIL, LES DEUX YEUX, POUR UNE DENT, TOUTE LA GUEULE !

A BAS LES SOCIAL-FASCISTES DE L'U.E.«C.» !

A BAS LE REVISIONNISME !

VIVE LE MARXISME-LENINISME ET LA PENSEE MAO-TSE-TOUNG !

C.D.H.R. Gaston Monmousseau
Aix-en-Provence.



Notre photo : les arguments révisionnistes : un marteau récupéré après la débâcle de l'U.E.«C.».

Uni » dans l'UNEF s'est largement implantée et développée. Dans la lutte, les étudiants progressistes se sont systématiquement heurtés aux contre-révolutionnaires de l'U.E.«C». Ceux-ci sont apparus clairement comme :

— saboteurs et liquidateurs (grève en langue, hausse des droits d'inscription, règlement policier en cité universitaire, grève des loyers, etc...);

— collabos (participation-répression);

— menteurs et lâches (lutte anti-impérialiste et contre les bandes fascistes);

— flics (lutte contre la fascisation).

Incapables de mobiliser plus de 80 étudiants par leurs « journées d'action » et autres fanfreluches, ils ont sans cesse été dénoncés devant et par les masses éduquées : ils ne peuvent plus cacher leur face de traîtres !

Les militants marxistes-léninistes de l'« Humanité Rouge » et ceux de « Front Uni » ont œuvré pour placer le mouvement étudiant sous la direction de la classe ouvrière réorganisée, dans le front uni révolutionnaire. Ces derniers jours, se préparait activement la journée du 1^{er} mai, aboutissement de deux années de travail. Pour ce jour de combat des travailleurs, le comité de front uni d'Aix appelait à une manifestation. Les marxistes-léninistes ont mobilisé les étudiants et les militants U.N.E.F. pour manifester sous la bannière front uni. Devant la montée des luttes, les révisionnistes se démasquent (sabotages, provocations, calomnies, mensonges).

Devant les luttes anti-révisionnistes, les trotskystes (en bons conciliateurs qu'ils sont) se démasquent, on les retrouve toujours aux côtés des révisos.

La situation politique a constamment évolué dans ce sens : nous en avons encore un exemple frappant.

Mercredi 29 avril : les nervis révisionnistes de l'U.E.«C.» se regroupent tôt le matin et mettent leur stand dans le grand hall de la faculté. Ils sont venus en force pour déverser leur sale propagande révisionniste. Craignant par-dessus tout l'action unie des travailleurs et des étudiants ce 1^{er} mai, ils tentent, pendant deux jours de monter de grossières provocations; provoquent et frappent un militant de la Ligue « Communiste » voulant met-

étudiants présents. Il est vrai que leur méthode de lutte contre la loi scélérates (réponse logique du pouvoir à la campagne réactionnaire du P.«C.»F. sur les gauchistes), ainsi que leurs arguments politiques (sic !) et leur attitude social-fasciste les ont balayés du mouvement.

Le soir tard, les U.E.«C.», aidés en cela par quelques nervis du service d'ordre du P.«C.»F. et de la C.G.T., agressent dans un couloir, à 25, 4 marxistes-léninistes de H.R. venus chercher des affiches pour les coller en ville. Les camarades font face et se tirent assez bien d'affaire (un camarade travailleur blessé).

Les agressions social-fascistes montrent clairement l'impuissance des révisionnistes à mener une quelconque action de masse, leur faiblesse politique et leur isolement.

Le jeudi 30, dès le matin, les militants d'H.R. et de F.U. dénoncent largement les révisionnistes, l'agit-prop menée autour des deux stands sensibilise de nombreux étudiants. La dénonciation s'accompagne d'une recherche active des militants de l'U.E.«C.» afin qu'ils s'expliquent sur l'agression; ce matin là, pas de révisionnistes au courant de la chose à la fac.

Pourtant, vers midi, un bonze U.E.«C.» est capturé; meeting dans le grand hall avec 300 étudiants. Bien que participant à l'agression, il ne peut répondre aux attaques politiques des marxistes-léninistes. Conspué par les étudiants, il part sans s'expliquer, vert de peur, sans doute à la recherche d'une solution pacifique pour sortir l'U.E.«C.» de l'impasse. Mais les « communistes » de l'U.E.«C.», briseurs de toutes les luttes, ne peuvent plus, depuis longtemps, « faire appel aux masses » ! Quant aux trotskystes de « Rouge » et de l'A.J.S., perpétuels entremetteurs de couloir, dignes partisans de la « démocratie ouvrière », ils sont à nouveau rejetés comme des ennemis par les étudiants. Ils n'avaient pas à s'exprimer à cette tribune anti-révisionniste.

A 14 heures, après « concertation », les nervis révisionnistes arrivent à 40 « afin de diffuser Clarité ». Pendant 3/4 d'heure, les marxistes-léninistes leur demandent de s'expliquer sur l'agression fasciste; certaines contradictions éclatent au sein du Renouveau. Devant nos arguments politiques et notre ferme détermination, les révisos déses-

DANS LE BATIMENT

RISQUES DU MÉTIER OU PROFIT DU PATRON

Sur les chantiers, on dit que les accidents sont les risques du métier; en effet, dans le bâtiment et les Travaux Publics, ils sont nombreux les risques.

Si l'on prend l'exemple de la S.G.T.A.-Pico :

— Depuis mars 1969 (chantier Sécurité Sociale),

— Pendant la pose d'un élément préfabriqué, celui-ci dérape : 1 blessé grave, 10 mois d'arrêt;

— pendant le coffrage d'un pilier sur le bord d'un étage, chute du coffreur : blessé grave, 1 an d'arrêt.

— Toujours à la S.G.T.A. (chantier d'Istres) :

— Chute d'un ouvrier : un mort.

Chez Caillol : deux morts.

Chez Jeauffret :

— 1969 : chute d'un panneau préfabriqué : 1 blessé, 3 mois d'arrêt.

— 1970 : un mur en construction s'écroule : plusieurs mois d'hôpital pour un jeune maçon.

Dans les Travaux Publics non plus les exemples ne manquent pas :

Tomasini : 2 ouvriers écrasés dans une tranchée;

Nombreux accidents de camions, etc...

A qui la faute ?

Que les métiers du bâtiment soient plus dangereux que certains autres, c'est vrai; mais la plupart des accidents, pour ne pas dire tous, viennent d'un manque de sécurité sur les chantiers (manque de garde-corps, de filets de protection, de ceintures de sécurité) ou alors de la fatigue des travailleurs qui font trop d'heures.

Et si la sécurité n'est pas respectée, et s'il faut faire des heures pour avoir tout juste de quoi vivre, c'est parce qu'il faut faire vite sur le chantier, parce qu'il faut respecter le plan d'exécution du chantier, avant de respecter la vie des travailleurs !

Dans le système capitaliste, seul compte le profit des patrons... sur le dos et la vie des ouvriers.

L'Inspection du Travail

Elle devrait avoir pour rôle de faire respecter la sécurité. Que fait-

elle ? Elle vient « enquêter » APRES les accidents; c'est généralement le moment où le chef de chantier fait mettre 4 filets, et où on sort de sa caisse la ceinture de sécurité. Après on les voit plus. Passons.

Et les syndicats (C.G.T., C.F.D.T.) Après les accidents mortels, par exemple, c'est pas croyable mais ce'st vrai, aucune réaction !

Si on apprend qu'un collègue est mort, c'est par hasard, alors qu'il s'agit d'un crime de plus du patronat sur la classe ouvrière !

Passons sur le secours financier du Comité d'entreprise.

Reste les indemnités après l'accident

Quand vous êtes en arrêt de travail, vous savez que ces indemnités (1) sont calculées sur les fiches de paye. Mais pas sur ce que vous gagnez habituellement. Elles sont seulement calculées sur la base du salaire horaire (H.N. + H.S.), le déplacement et le panier sautent. Et comme ça fait déjà une bonne partie du salaire qui s'en va, pour pouvoir vivre pendant notre congé-maladie, il faut que notre femme travaille un peu plus.

Non seulement on nous blesse et on nous tue, mais en plus, comme récompense, on nous vole encore sur un salaire déjà maigre.

Les patrons ne manquent pas de culot !

CAMARADES, FAISONS RESPECTER LES REGLES DE SECURITE QUI EXISTENT ! ORGANISONS-NOUS ET LUTTONS TOUS UNIS, POUR EN OBTENIR D'AUTRES, POUR QUE PLUS JAMAIS UN DE NOUS NE MEURE POUR LE PROFIT DE QUELQUES UNS. LUTTONS POUR SUPPRIMER L'EXPLOITATION CRIMINELLE DE L'HOMME PAR L'HOMME !

Des travailleurs du bâtiment.

(1) Les indemnités d'accident du travail versées par les Caisses de Sécurité Sociale sont de l'ordre de 50 % du salaire pendant 29 jours et ensuite de 66 %.

Extrait de « Chantier Rouge », journal de lutte des travailleurs du bâtiment d'Aix-en-Provence.

FEU SUR LES COLONNES ENNEMIES... FEU SUR LES COLONNES ENNEMIES... FEU SUR LES

"LA DÉPÊCHE DU MIDI" : DESSUS DU PANIER DE LA PRESSE PRO-YANKEE

« La Dépêche du Midi » est un des piliers de la social-démocratie, autant dire de la réaction dans le Sud-Ouest, un porteur de mensonge et du cynisme politique.

La réputation d'anti-gaullisme qu'elle se plaît à cultiver ne cache que son complet asservissement aux banques américaines. Fidèle à ses traditions (ce journal s'était rendu tristement célèbre pendant la dernière guerre en passant du côté des nazis), « La Dépêche » est la principale officine U.S. de la région toulousaine, la propagandiste des idéaux de ses maîtres, le soutien des valets français (si l'on peut dire) des monopoles U.S. que sont les dirigeants du Parti Radical, du Parti Socialiste, de Mitterrand et Cie.

Il faut reconnaître qu'elle s'acquiesce de sa besogne avec une constance méritoire. Nous avons pris comme exemple le numéro du 13 mai. Une grande partie de la page 3 est consacrée au noble exercice dont il vient d'être question. Tout d'abord un arti-

cle sur l'agression sioniste contre le Liban. Voici les premières phrases qui donnent le ton : « Il y a une certaine similitude entre ce qui se passe au Liban et au Cambodge : dans les deux cas, on se trouve en présence d'une incursion militaire en territoire étranger, ayant pour but de détruire les « sanctuaires » d'où partent les attaques ennemies, et dans les deux cas, la question se pose de savoir si l'opération pourra garder le caractère limité qu'on veut lui donner ».

Ainsi l'agression permanente dont sont victimes les peuples est ramenée à une incursion militaire, et présentée comme un événement exceptionnel, inhabituel et momentané. Tout le début de l'article insiste lourdement sur ce prétendu caractère de l'agression : « les blindés israéliens n'ont pénétré au Liban que pour une journée », « au Cambodge, les troupes américaines ne sont intervenues que pour un objectif précis ». Que de... « ne... que ».

ACTIONS ISRAËLIENNE, AGRESSIVITÉ ARABE OU « L'ART DE RENVERSER LA VERITÉ ».

En fait, tout l'article est écrit pour minimiser et légitimer les actes sanglants de l'impérialisme, et faire passer leurs victimes pour les coupables : « l'incursion » devient « l'intervention » puis « leur mission » (des blindés israéliens), plus loin « l'action ». Autre procédé : on taxe les peuples qui ne veulent pas être esclaves des bandits U.S. et sionistes, d'ennemis, on trouve des alibis cousus de fil blanc aux agresseurs : « détruire les sanctuaires d'où partent les attaques ennemies », démanteler le réseau vietcong en territoire cambodgien, « soulager la pression que les troupes communistes faisaient peser sur la capitale khmère ». Et voilà, le tour de passe-passe est joué. Américains et sionistes semeurs de guerres sont transformés par « La Dépêche » en glorieux justiciers, couverts par la légitimité (celle que se donnent tous les brigands).

Dans l'extrait cité au début, il est question de la prétendue volonté de ce « on » (dont la neutralité laisse sciemment entrevoir qu'il désigne les dirigeants U.S. et sionistes) de garder « ux opérations un caractère limité. Vraiment, les peuples khmers et arabes auraient bien tort de se plaindre (c'est d'ailleurs ce que dit l'article en conclusion) devant tant de bonne volonté compréhensive. Mais voici qu'on insinue que la question se pose de savoir si cette bonne volonté ne devra pas être mise au rencart (les peuples arriérés du Cambodge et des pays arabes n'ont pas compris toute la bonne volonté que contenait l'agression impérialiste contre eux). Mais

RACISME ANTI-ARABE.

De glissements en glissements, de mensonges en mensonges plus profonds, de plus en plus favorables aux forces impérialistes, « La Dépêche » en arrive, pour les arabes, aux arguments racistes. « La Dépêche du Midi » étale son fumier : « Au Proche Orient, où les arabes ont peu de sens politique et ne sont guidés que par une haine aveugle et viscérale du Juif (1), on peut craindre une reprise totale des hostilités pour peu que ces milieux arabes se sentent un tant

soit peu soutenus et aidés matériellement par... l'U.R.S.S. (les points sont de nous).

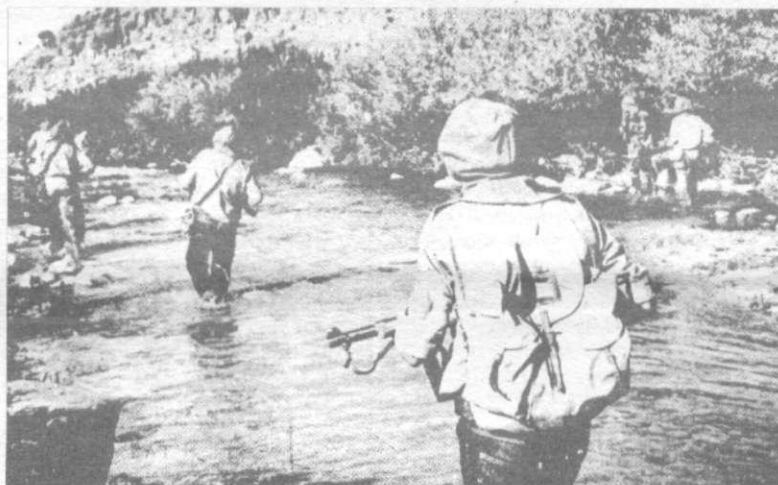
Inutile d'épiloguer, sinon pour dire que c'est une coutume de « La Dépêche » (et elles n'est pas la seule) dans sa besogne quotidienne d'avancer les arguments racistes propres aux mercenaires de l'impérialisme qu'ils soient armés de mitrailleuses ou d'une plume. Dans son zèle généreux, et faute d'arguments, « La Dépêche » en est réduite à

prêter aux autres ses propres motivations.

Et l'article de conclure : « Mais de toute façon, libanais, syriens et jordaniens sont mal venus de se plaindre de l'agression » israélienne (les guillemets sont de « La Dépêche »)

WESTERN AU CAMBODGE ET AU LAOS : « LES JUSTICIERS YANKEES ».

Même page, un autre article au titre éloquent : « Cambodge : les GI'S se retirent ». Viennent ensuite les paroles du ministre de la guerre U.S. : « Hier, plusieurs milliers de soldats américains avaient déjà (déjà !) été retiré du Cambodge », « Les opérations ont dépassé les espérances ». Puis viennent les mensonges habituels sur « le retrait des troupes U.S. d'ici la fin de la semaine », sur « la fin des opérations contre les sanctuaires communistes le 15 juin ». Ces dernières phrases étant d'ailleurs en contradiction avec la suivante : « Le gouvernement reste opposé à la proposition de limitation des effectifs américains au Cambodge... une telle limitation pourrait entraver la possibilité de protéger les troupes américaines ».



Patriotes palestiniens et patrouille...

« La Dépêche » n'a peur de rien est n'en est même pas à une contradiction près quand il s'agit de préparer l'opinion au maintien des troupes U.S. au Cambodge et à l'extension de la guerre. Le chapitre suivant fait la même propagande dans la perspective de l'extension de la guerre au Laos : « Les vietcongs se réfugient au Laos » (tête de chapitre). Les « vietcongs » auraient l'intention « de s'emparer du plateau des Bolovens. Cette région pourrait servir de zone de repos et de base de départ pour de nouvelles actions au Laos, d'autant plus que

AH ! CETTE CHINE QUI N'ATTEND QUE L'HEURE DE LA GUERRE !

Ce n'est pas tout, car « La Dépêche » est réactionnaire jusqu'au bout. Dans le même article vient une série de calomnies anti-chinoises. Au Laos les américains auraient bien de la peine... « puisque la Chine a une frontière commune avec le Laos. Comme en Corée, des volontaires chinois pourraient venir prêter main forte aux partisans ».

Certes, le peuple chinois, dirigé par son Parti Communiste, est prêt à apporter toute l'aide nécessaire au peuple lao (et l'apporta déjà) si celui-ci la lui demande. Mais ce n'est pas, on s'en doute, ce que veut dire « La Dépêche ». Son intention est de donner du crédit à l'idée d'une Chine belliciste qui, tapie,

car ils l'ont bien cherchée, et la plainte de Tel-Aviv au Conseil de Sécurité est aussi fondée, sinon plus, que celle de Beyrouth ».

« La Dépêche » n'a ni scrupule ni peur du ridicule dans sa « bravoure ».

le Q.G. des forces vietcong, qui était leur objectif officiel, a été évacué dès la destitution de Sihanouk. Cette stratégie pose évidemment le problème d'une éventuelle intervention au Laos ».

« La Dépêche » veut accrédi- ter la thèse américaine qu'il n'y aurait pas de troupes yankees au Laos. Cela fait belle lurette qu'elles y sont et qu'elles dirigent les massacres de la population. Dès 1955, les brigands U.S. violaient les Accords de Genève signés en 1954, et envoyaient leurs « Conseillers » militaires. Mais les raclées mémorables qu'eux et leurs marionnettes locales n'ont cessées de subir, les obligent à envoyer de nouveaux renforts. Mais pour que cela soulève le moins de

Comme « La Dépêche du Midi » a derrière elle une longue tradition anti-communiste, elle sait que le centre de la cible est occupé par la Chine et l'Albanie. Dans le même numéro du journal, il y a un court article : « Mariage à la mode maoïste : l'ancien rituel du mariage chinois fait de réjouissances, est remplacé maintenant par des cérémonies de caractères politiques au cours desquelles sont exécutés des chants maoïstes, tandis que l'assistance est prosternée devant des portraits de Mao ». Ensuite il est question du repas de mariage fait d'une soupe appelée « plat de souffrance » qui doit rappeler au couple qu'il doit vivre une vie de souffrance pour la Chine. Enfin, les nouveaux mariés doivent annoncer qu'ils doivent leur mariage aux grâces infinies de Mao. Tel est le fond de l'article.

LA DICTATURE DU PROLETARIAT INTERDIRA TOUS LES CARNARDS BOURGEOIS.

Une fois que la révolution armée du peuple aura brisé le pouvoir de la bourgeoisie en France, la classe ouvrière et ses alliés jouiront de la démocratie, le prolétariat exercera sa dictature sur la bourgeoisie qui n'aura plus droit à la parole. « La Dépêche du Midi » ne pourra plus diffuser ni ses ragots ni sa haine de classe. Ce sera justice.

CDHR Pierre Sémard, Toulouse.

(1) Extrait du 1^{er} janvier 1969 d'EL FATH : EL FATH ne lutte pas contre les Juifs en tant que que communauté ethnique et religieuse. Il lutte contre Israël, expression d'une colonisation basée sur un système théocratique raciste et expansionniste, expression du sionisme et du colonialisme.

Tiré de « Connaître la résistance palestinienne par ses textes » tome I, du CPAP de Toulouse, dont nous recommandons la lecture aux lecteurs de H.R.



AFFICHEZ "H. R."

CITATIONS
DU PRÉSIDENT
MAO TSÉ TOUNG

L'exemplaire : 1 F 40
Contre envoi postal
sur commande à
l'H.R. : 2 F 20

Commentaire superflu.

FEU SUR LES COLONNES ENNEMIES... FEU SUR LES COLONNES ENNEMIES... FEU SUR LES

Un remède inattendu à l'exploitation des travailleuses

Le journal « Collectivité Express », qui semble lié aux syndicats d'enseignants et à la Fédération des Conseils de Parents d'élèves, se penche à son tour avec sollicitude sur le sort des femmes travailleuses, mais de quelle étrange façon !

Dans son numéro du 10 avril 1970, on relève un article intitulé « la pratique de gymnastique de pause ». En effet, cet article s'adresse à des « ouvrières ou des employées », donc à des femmes.

On y reconnaît que celles-ci sont plus atteintes de fatigues nerveuses que les hommes, donc que leur rendement est forcément moins bon « dans l'industrie ».

POURQUOI CELA ?

L'article ne le dit pas, mais il aurait pu le faire sans dévier de la ligne qu'il soutient : le rendement des femmes est « moins bon » parce que ce sont des femmes, et qu'il « n'y a pas d'égalité physiologique entre l'homme et la femme ». La femme est faible, c'est bien connu.

L'explication n'est pas là. Les femmes sont soumises à une plus grande fatigue nerveuse, à un plus grand travail quotidien, d'où fatigue supplémentaire. Une ouvrière, après une journée d'usine retrouvera un ménage à refaire, une vaisselle, une lessive des enfants à s'occuper, puisque c'est à elle que la société capitaliste confie uniquement ces tâches. Une ouvrière, de même que toute femme qui exerce un métier, fait donc nécessairement une journée double. Au lieu de multiplier les services sociaux, qui lui permettraient d'être libérée d'un certain nombre de tâches, les patrons

ne pensent qu'à l'exploiter davantage. Ainsi, pendant sa pause, une ouvrière devra faire de la gymnastique qui pourra éventuellement atténuer momentanément la fatigue, mais ne résoudra pas les problèmes auxquels elles doivent faire face chaque jour. Ainsi, pour le patron, double avantage : se faire passer pour quelqu'un qui s'occupe de la santé de ses ouvrières, accroître le rendement des ouvrières, donc les bénéfices.

Dans cette perspective, l'auteur de l'article indique obligamment où les personnes intéressées par des stages d'éducation physique et sportive peuvent s'adresser, et précise :

« Ce stage accueille par priorité des ouvrières ou employées pour lesquelles l'entreprise accepte de prendre à sa charge les frais entraînés par le stage qui s'adresse également aux éducatrices physiques du métier ».

Bon investissement pour les patrons : le rendement de leur personnel féminin en sera amélioré, et de toutes façons, ça coûtera moins cher que l'implantation de services sociaux adéquats.

Non, messieurs les patrons, les femmes travailleuses ne se laisseront pas prendre à ce nouveau piège, elles n'accepteront pas cette exploitation supplémentaire camouflée, mais redoubleront d'ardeur dans la lutte contre toute exploitation.

KOMMUNIST, pas français

Les marxistes-léninistes, et la plupart des progressistes ne lisent pas le « Canard Enchaîné », journal molleto-pohéro-sioniste : ils n'ont pas de temps à perdre.

C'est parfois dommage. Le spectacle de l'abjection de la « gôche » bourgeoise est aussi tonique que la répression des

sbires de Marcellin pour affermir la haine de classe des prolétaires contre l'Etat des monopoles et ses larbins.

Ainsi donc, dans le numéro du 6 mai du « Canard Enchaîné » (au capital), on peut lire dans la rubrique cinématographique, les lignes suivantes consacrées au film anti-communiste, l'Aveu :

« Si vous n'êtes pas communistes, vous y plongerez dans un monde à part, clos, intraduisible. Ces gens, quand ils sont français, peuvent parler notre langue, être de grands écrivains comme Aragon, ils nous seront toujours étrangers, incompréhensibles ».

Cela ne vous rappelle rien ? L'officier nazi qui commanda le peloton d'exécution qui assassina les 27 militants communistes à Châteaubriant, disait comme le « Canard » !

« Communist, pas français ! ». Quant à Léon Blum, dans ses mémoires, il traitait les communistes de « nationalistes étrangers ».

De la social-démocratie aux nazis, en passant par les pitres du « Canard », la bourgeoisie n'a changé ni de nature, ni de langage, depuis 1941 ! Mais puisqu'il s'agit de l'Aveu, notons une importante différence entre son auteur Arthur London et les 27 de Châteaubriant.

Eux ne plièrent pas et furent fusillés par les nazis, lui est bien vivant et touche déjà force droits d'auteur... à l'Ouest. Novotny fit de la Tchécoslovaquie une colonie du social-impérialisme russe. Dubcek et Smrkovski désarmèrent le peuple tchèque en l'appelant à la non-résistance à l'invasion armée du social-impérialisme.

London, brillant ornement de la clique Dubcek, ne pouvait évidemment pas rejoindre les premiers détachements de la résis-

tance populaire tchécoslovaque face à l'occupant. Un bourgeois révisionniste est d'abord un bourgeois, si ses frères deviennent ou redeviennent ses ennemis, c'est en Occident capitaliste qu'il cherchera un refuge confortable et une gloire frelatée.

Et le « Canard », en bon porte-parole de la bourgeoisie, voit dans ce film, avant tout anti-communiste « une façon de fêter le centenaire de Lénine ».

Non, bourgeois insidieux du « Canard », ceux qui célèbrent de manière appropriée le centième anniversaire de la naissance de Lénine, ce ne sont pas les « communistes » repentis et dorés sur tranche qui font le beau devant nos parterres ; ce sont les combattants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, les prolétaires et les révolutionnaires d'Europe et d'Amérique du Nord qui luttent contre l'impérialisme, le révisionnisme et la réaction, sous la direction des marxistes-léninistes.

C'est la grande Chine Populaire et son Parti Communiste qui, sous la direction du camarade Mao Tsé toung, a « escaladé le ciel » 20 ans seulement après la victoire du socialisme en Chine.

Cela, les plumitifs corrompus du « Canard » ne peuvent pas le voir ; mais les prolétaires et les révolutionnaires le voient eux, et c'est le principal.

La C.G.T. défend l'armée bourgeoise

Le « Monde » a publié, le 7 mai, une déclaration du secrétaire de l'U.D.-C.G.T. de l'Europe relative à l'inculpation de 3 militants de la C.G.T. pour « provocation de militaires à la désobéissance ». (Il s'agit, rappelons-le, de travailleurs qui ont

collé des affiches appelant à la solidarité envers les soldats victimes de la répression).

Que dit donc l'estimable secrétaire d'U.D. ?

Tout simplement ceci :

« Si les trois inculpés sont adhérents à la C.G.T., ils n'y militent pas. De toute façon, les actes reprochés aux gauchistes se sont produits en dehors de l'organisation et contre l'avis de la C.G.T., dont les statuts précisent que « nul ne peut se servir de son titre de confédéré ou d'une fonction dans la Confédération dans un acte politique ou électoral extérieur à l'organisation ».

Précisons que sur ces 3 militants, un d'entre eux est de nationalité espagnole, non encore naturalisé et qu'il risque plus qu'une simple peine de prison.

Nous ne connaissons pas ces travailleurs, et nous ignorons quelles sont leurs positions politiques. Mais il reste qu'ils sont victimes de la répression bourgeoise pour avoir défendu des soldats emprisonnés. Cela devrait suffire pour que l'organisation syndicale à laquelle ils appartiennent prenne leur défense. Mais, par malchance, cette organisation, c'est la C.G.T. « Nous sommes pour l'ordre » dit M. le secrétaire d'U.D., et l'armée est un des piliers de l'ordre ! (bourgeois). « Nul ne peut se servir de son titre de confédéré pour un acte politique... » dit M. le larchin de Séguy, Krasucki et Frischmann, agents électoraux de Mitterrand en 1965, éditorialistes distingués de « l'Humanité-blanche », journal apolitique bien connu.

Mais nous en rirons une autre fois. Pour l'heure, faisons connaître cette nouvelle infamie révisionniste, afin qu'elle ne reste pas toujours impunie.

CAMBODGE... (Suite de la page 12)

Pour saluer positivement le succès de la Conférence au sommet des peuples indochinois et pour déjouer le nouveau complot d'agression des U.S.A., le commandement des F.A.L.N. du Cambodge appelle tous les cadres et combattants des F.A.L.N. dans tout le pays à remplir résolument et vaillamment les tâches suivantes :

1° Edifier rapidement toutes les trois catégories de nos forces armées. Nous devons mener de pair le combat et l'édification en sorte que nos forces armées grandissent au fil des combats, remportent des victoires de plus en plus grandes et parviennent rapidement à la maturité.

2° Attaquer avec résolution et sans répit les forces ennemies depuis celles de la clique Lon Nol - Sirik Matak jusqu'à celles des agresseurs américains, des fantoches saïgonnais, des khmers Serei, etc., décimer et anéantir le plus possible de forces vives de l'ennemi et en coordination avec le soulèvement des masses, étendre la zone libérée et instaurer le pouvoir populaire.

3° En application de notre juste politique, bien faire le travail de persuasion auprès des soldats et des officiers ennemis, pour qu'ils n'aillent pas avec la clique réactionnaire Lon Nol - Sirik Matak pour servir les impérialistes américains, comme l'a

dit le chef d'Etat Norodom Sihanouk dans son appel, nous devons faire tout notre possible pour aider chaque militaire et chaque unité de l'armée ennemie qui quittent leurs rangs pour se mettre sous le drapeau du F.U.N.K. et combattre côte à côte avec nous contre l'ennemi commun.

4° S'unir étroitement à toutes les couches de la population et aux résidents étrangers, surtout aux ressortissants vietnamiens et chinois. Observer scrupuleusement la discipline à l'égard des masses et ne jamais toucher à leurs biens matériels ni à leur vie. Réaliser l'« unité entre l'armée et la population » comme le poisson vit dans l'eau. Défendre la vie et les biens du peuple devant l'oppression et l'exploitation de la clique Lon Nol - Sirik Matak et des agresseurs américains.

Le commandement des F.A.L.N. du Cambodge est certain que le peuple khmer et ses forces armées, combattant sous le drapeau de lutte glorieux de la patrie, encouragés par le succès de la Conférence au sommet des peuples indochinois et forts de la solidarité combattante des peuples du Cambodge, du Vietnam et du Laos, de l'approbation et du soutien des peuples épris de paix et de progrès dans le monde entier, atteindront indubitablement les buts immédiats de leur lutte.

Nous vaincrons ! »

(d'après « HSINHUA »).

Message de « l'H.R. »... (Suite de la p. 12)

s'élever contre l'agression et l'intervention des impérialistes américains, à en exiger la cessation immédiate et à accorder un soutien accru à la juste lutte des trois peuples d'Indochine jusqu'à la victoire finale ».

S'efforçant de répondre concrètement à cet Appel qu'elle a publié in extenso dans son édition du 7 mai, « l'Humanité Rouge » a appelé à une manifestation de rue en plein Paris, le samedi 9 mai. Un millier de militants marxistes-léninistes se sont rassemblés à cette occasion dans le 15^e arrondissement, et l'ont parcouru avec des drapeaux vietnamiens et des banderoles sur lesquelles étaient inscrits les mots d'ordre :

« Front Uni anti-impérialiste ! » ; « Nouveaux Accords de Genève égalent trahison ! » ; « Yankees nazis, hors d'Indochine ! ». et différents autres mots d'ordre concernant chacun le Cambodge, le Laos et le Vietnam.

Mais « l'Humanité Rouge » considère que ce n'est encore là qu'un soutien trop modeste et insuffisant. Aussi poursuivra-t-elle ses efforts pour développer le plus large courant de masse décidé à réaliser une authentique solidarité politique, concrète et non formelle, active et non bérante, en faveur du juste combat révolutionnaire anti-impérialiste des peuples d'Indochine.

« L'Humanité Rouge » apprécie comme décisif le puissant soutien sur tous les plans apporté au juste combat du peuple cambodgien sous la direction de Samdech Norodom Sihanouk, ainsi qu'aux autres peuples laotien et vietnamien par la République Populaire de CHINE, son glorieux Parti Communiste et son grand dirigeant, le président MAO TSE TOUNG.

Vive par conséquent la solidarité des peuples du Cambodge, du Laos et du Vietnam entre eux, mais aussi vive la solidarité qui leur est nécessaire de la part de tous les peuples et Etats authentiquement révolutionnaires et anti-impérialistes conséquents !

A bas les Yankees nazis, criminels de guerre, et leur chef de file, le nouvel hitlérien NIXON ! Vive la solidarité des travailleurs manuels et intellectuels, français et immigrés avec les peuples frères d'Indochine !

Au juste mot d'ordre d'action : « F.N.L. vaincra ! », associons ceux de « Peuple lao vaincra ! », « Peuple khmer vaincra ! ».

PERSONNALITÉS PRÉSENTES AU MEETING CAMBODGE - LAOS - VIET-NAM

Parmi les personnalités assistant au meeting du 15 mai à Paris, nous avons noté :

— M. HOUANG CHEN, ambassadeur de la République Populaire de Chine, membre du Comité Central du Parti Communiste chinois ;

— M. JAVIER MALO, ambassadeur de la République Populaire d'Albanie ;

— M. l'ambassadeur d'Irak ;

— M. le directeur de la délégation com-

merciale de la République Populaire de Corée ;

— Un conseiller de l'ambassade de Syrie ;

— D'autres représentants diplomatiques des pays arabes.

Nous avons remarqué l'absence de représentants des pays européens soumis à la baguette révisionniste de Moscou, ainsi que celle de Zorine, ambassadeur de l'U.R.S.S. qui s'était contenté d'envoyer un conseiller diplomatique de second rang.

— SOLIDARITÉ ACTIVE AVEC LE PEUPLE KHMER ! —

A l'initiative de "l'Humanité Rouge" :

manifestation anti-impérialiste dans les rues de Paris



Le 9 mai, un millier de manifestants anti-impérialistes ont défilé dans les rues du 15^e arrondissement de Paris...



... Drapeaux vietnamiens déployés...



... et avec les portraits de Ho Chi-minh et Mao Tsé tOUNG.

Les forces armées du Cambodge au combat !

Déclaration du commandement des forces armées de Libération Nationale du Cambodge appelant l'armée patriotique et le peuple cambodgiens à vaincre l'impérialisme américain et ses valets.

Selon AVI citant le bureau d'information du F.U.N.K. le 3 mai 1970, dans la zone libérée du Cambodge, le commandement des forces armées de Libération Nationale du Cambodge a fait une déclaration sur la Conférence au sommet des peuples indochinois. Voici des extraits de cette déclaration :

« Face à la trahison de la clique Lon Nol - Sirik Matak et devant le danger d'une agression armée des impérialistes américains contre le territoire cambodgien, le peuple khmer tout entier s'est dressé comme un seul homme dans une lutte vaillante contre les actes d'agression des impérialistes américains et pour renverser la clique réactionnaire à la solde de ces derniers. C'est au milieu de ce mouvement de lutte que les forces armées de Libération Nationale du Cambodge ont vu le jour.

Répondant à l'appel de Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge, les forces armées de Libération Nationale du Cambodge ont avec le peuple khmer tout entier, attaqué sans répit l'ennemi, libéré des centaines de villages et communes, des dizaines de secteurs et chef-lieux de district, libéré des dizaines de milliers de personnes du joug de la clique des réactionnaires Lon Nol - Sirik Matak, et instauré les comités du F.U.N.K. aux divers échelons dans les zones fraîchement libérées.

Pendant que les forces armées et le peuple khmer sont emportés par l'élan de leurs victoires, un événement historique d'une immense portée a eu lieu. C'est la Conférence au sommet des peuples indochinois avec son éclatant succès.

Le contenu de la déclaration adoptée à l'unanimité à la Conférence constituera le programme et l'objectif immédiat de la lutte des forces armées de Libération Nationale du Cambodge. Nous faisons ce serment : avec toutes les couches de la population khmère, nous resserrerons nos liens de solidarité avec les forces armées et les peuples vietnamiens et laos frères avec la résolution de déjouer toutes les manœuvres d'agression de l'impérialisme américain, de mettre en pièces l'administration des réactionnaires Lon Nol - Sirik Matak, et d'édifier un nouveau Cambodge vraiment indépendant et libre.

Pour sauver leurs valets d'une situation dangereuse, le 30 avril, le président Nixon a déclaré ouvertement qu'il avait donné l'ordre aux troupes U.S. d'agresser le Cambodge et ravitaillé les troupes de Lon Nol - Sirik Matak en armes et équipements militaires pour que celles-ci répriment le mouvement de lutte du peuple khmer. Les forces armées de Libération Nationale et tout le peuple du Cambodge condamnent énergiquement ce crime.

(suite page 11).

Message de "l'H. R." au meeting de solidarité : Cambodge - Laos - Viet-Nam

Chers amis, chers frères de combat !

Hebdomadaire marxiste-léniniste et de la pensée maotsetoung, « l'Humanité Rouge » exprime à l'Union des Etudiants Khmers, à l'Union des Etudiants Lao en France, à l'Union des Vietnamiens en France, ses sentiments d'active solidarité fondés sur le principe de l'internationalisme prolétarien.

L'agression criminelle lancée par l'impérialisme américain, succédant au colonialisme français, contre le glorieux peuple vietnamien a été progressivement élargie au Laos et vient d'être brutalement étendue au Cambodge. En agissant de la sorte, le criminel de guerre NIXON, tout comme Hitler, court à une défaite inéluctable désirée ardemment par tous les peuples révolutionnaires du monde, y compris par la fraction progressiste de plus en plus large du peuple américain lui-même.

Dans le respect mutuel de leurs personnalités et indépendances nationales respectives, les peuples khmer, laotien et vietnamien ont scellé de façon brillante, à travers leurs organisations nationales de front uni et leurs gouvernements, une solidarité de combat décisive, au cours de la Conférence au sommet des peuples indochinois tenue les 24 et 25 avril 1970 sur l'initiative de Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge et président du Front National Uni du Kampuchéa.

De la déclaration commune issue de cette rencontre, ils ont appelé les peuples du monde « à

(suite page 11).